NUMERO 640 PRIX : 7 F MARS-AVRIL 1978

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE LA BONNE BOURGEOISIE

PAS DE FLÉCHISSEMENT DU COMBAT OUVRIER !

La longue bataille électorale, si longuement douteuse, a donc pris fin sur ce constat évident : la nette défaite du bloc désuni dit de « l'union de la gauche ».

Nous pouvons en parler ici avec sans-froid. Nous n'étions certes pas de simples spectateurs mais non plus des acteurs dans cette bagarre où, malgré nous, une partie du mouvement syndical ouvrier se trouvait impliquée. Un programme commun de gouvernement était devenu, malgré nous, la charte d'une centrale syndicale numériquement la plus importante. La direction unique C.G.T.-P.C.F. y avait adhéré en corps et faisait crier indéfiniment « programme commun ! » dans les manifestations qu'elle organisait à répétition. Jusqu'au moment où, à l'imitation du parti dirigeant, l'état-major de la C.G.T. se mit à défendre une « actualisation » qui, en fait, aboutissait à le transformer et visait à faire avaliser par les partenaires les propres virages du parti communiste.

Quant à la C.F.D.T., moins engagée au départ, elle tarda trop à se dégager et à présenter un plan d'action syndicale qui n'avait pas pour ambition de gouverner le pays, mais de placer les gouvernants, quels qu'ils soient, devant un programme ouvrier cohérent ne pouvant se confondre avec un programme de gouvernement supposé commun.

La raison principale de l'échec de la « gauche » politique n'est pas à chercher bien loin : elle est dans la rupture de l'union de la gauche, délibérément voulue par le parti communiste. Il l'a voulue parce que l'intérêt du parti primant toute autre considération, il ne supportait pas d'être le second dans une union qui semblait profiter surtout au parti socialiste. Il voulait « rééquilibrer » lui aussi, mais à son avantage, sinon en augmentant son propre pourcentage de suffrages, au moins en faisant ce qu'il fallait pour diminuer celui de son adversaire principal dont il était le faux allié. Il ne voulait pas d'un parti socialiste dominant en France, moins encore en Europe. Il préférait encore laisser le pouvoir aux représentants de la bonne bourgeoisie dans laquelle il saurait au besoin trouver demain de nouveaux alliés. Et puis, il ne tenait pas tellement à participer à un gouvernement « commun » dans les circonstances actuelles.

DANS CE NUMERO :

De ce point de vue, on pourrait dire que le parti communiste a gagné puisque, au lendemain de ces élections, ses objectifs sont atteints. Il a un groupe parlementaire légèrement agrandi, non loin du groupe socialiste maintenu éloigné du pouvoir. Il a pourtant laissé dans l'affaire quelques plumes.

Contrairement aux objectifs chiffrés que son secrétaire général avait indiqués et espérés, son pourcentage se rétracte. Et c'est surtout dans la région parisienne qu'il régresse alors que le parti socialiste gagne du terrain. Cela est particulièrement significatif.

Laissons-le panser ses plaies et laissons les partenaires d'une union disloquée régler entre eux leurs comptes. Espérons pour eux que, négligeant les ratiocinations secondaires, ils s'interrogent sur les causes réelles de leur défaite. La première, la plus immédiate, est l'absence de crédibilité d'une gauche qui démontrait que, s'il lui était impossible de gouverner sans le parti communiste, il lui était également impossible de gouverner avec lui. C'est le parti communiste qui avait fait cette démonstration en rompant l'union sur le programme commun et en menant une bruyante campagne contre le parti socialiste, en détruisant ce qu'on appelait « le dynamisme unitaire ». A en croire les sondages, et contrairement au bon sens, ce dynamisme n'était pas entamé par les divisions au sommet. Le « Quotidien de Paris, inspiré par ces sondages, trouvait ce titre : « La gauche n'arrive pas à perdre ». Elle y est arrivée ; elle y était déjà avant les votes de mars. Ceux-ci n'ont fait qu'enregistrer le manque de confiance d'une partie de l'électorat, une partie fluctuante mais qui a fait la décision par-delà « les pesanteurs sociologiques » qui assurent leurs contingents aux grands partis traditionnels.

La raison plus profonde de la défaite de la gauche doit être cherchée ailleurs. Au fond, il n'est pas vrai que le peuple, dans sa majorité, voulait vraiment le changement. Même les « petites gens » avaient peur du changement, de l'aventure, disaient les occupants du pouvoir. Ceux qui possédaient peu avaient peur de le perdre. La majorité parlementaire conservatrice est la digne élue de ce petit peuple conservateur qu'une droite paternaliste, moins bête que ne le pensait Guy Mollet, a préservé de la misère sinon de la pauvreté. Une sécurité précaire a prévalu sur l'attraction du changement.

Les conquêtes du syndicalisme consolident aussi l'état de choses existant. Il n'y a pourtant pas d'autres voies que la poursuite obstinée de cette lutte de classe jamais finie. Il ne reste rien d'autre à faire aux syndicats ouvriers que de reprendre le combat au point même où ils l'avaient malheureusement abandonné pour le confondre avec un programme de gouvernement qui n'a pas résisté au feu des réalités, aux rivalités de partis, à la tendance hégémonique d'un des composants d'une prétendue union qu'il sabotait comme à plaisir et dont il organisait la défaite politique.

La déception que vont ressentir nombre de travailleurs qui avaient cru en cette fausse union, entraînera-t-elle un fléchissement de l'action syndicale ? C'est à craindre, au moins pour un moment, puisque les dirigeants partisans l'avaient dévoyée, confondue avec un programme politique que chaque parti interprétait à sa manière. A cause de cela, son échec peut être ressenti comme une défaite ouvrière et casser ce qui aurait pu être un élan. Cette mauvaise expérience de confusion entretenue entre politique et syndicalisme devrait faire retrouver à l'indépendance du syndicalisme ouvrier, à son autonomie dans la pensée et dans l'action, toute leur valeur irremplaçable.

C'est le moment de mettre en train un projet ouvrier, non seulement revendicatif, mais constructif de valeurs nouvelles dans tous les domaines de la vie ouvrière, un projet révolutionnaire par conséquent qui ne laisse pas tranquilles les hommes de la bonne bourgeoisie conservatrice après une victoire électorale qu'on vient de leur offrir sur un plateau.

L'HOMME BLANC EST ÉTRANGE...

Les Editions syndicalistes vous présentent le texte du Chef Seattle publié dans « la Baleine » n° 23 (Journal des Amis de la Terre).

En 1854, le Grand Chef Blanc à Washington offrit d'acheter une large zone du territoire indien et promit une « Réserve » pour le peuple indien. La réponse du Chef Seattle, publiée ici intégralement, a été décrite comme la plus belle et la plus profonde déclaration jamais faite sur l'environnement.

Comment pouvez-vous acheter ou vendre le ciel, la chaleur de la terre ? l'idée nous paraît étrange.

Si nous ne possédons pas la fraîcheur de l'air et le miroitement de l'eau, comment est-ce que vous pouvez les acheter ?

Chaque parcelle de cette terre est sacrée pour mon peuple. Chaque aiguille de pin luisante, chaque rive sableuse, chaque lambeau de brume dans les bois sombres, chaque clairière et chaque bourdonnement d'insecte est sacré dans le souvenir et l'expérience de mon peuple. La sève qui coule dans les arbres transporte les souvenirs de l'homme rouge.

Les morts des hommes blancs oublient le pays de leur naissance lorsqu'ils vont se promener parmi les étoiles. Nos morts n'oublient jamais cette terre magnifique, car elle est la mère de l'homme rouge. Nous sommes une partie de la terre, et elle fait partie de nous. Les fleurs parfumées sont nos sœurs; le cerf, le cheval, le grand aigle, ce sont nos frères. Les crêtes rocheuses, les sucs dans les prés, la chaleur du poney, et l'homme – tous appartiennent à la même famille.

Aussi lorsque le Grand Chef à Washington envoie dire qu'il veut acheter notre terre, demande-t-il beaucoup de nous. Le Grand Chef envoie dire qu'il nous réservera un endroit de façon que nous puissions vivre confortablement entre nous. Il sera notre père et nous serons ses enfants. Nous considérerons, donc, votre offre d'acheter notre terre. Mais ce ne sera pas facile. Car cette terre nous est sacrée.

Cette eau scintillante qui coule dans les ruisseaux et les rivières n'est pas seulement de l'eau mais le sang de nos ancêtres. Si nous vous vendons de la terre, vous devez vous rappeler qu'elle est sacrée et que chaque reflet spectral dans l'eau claire des lacs parle d'événements et de souvenirs de la vie de mon peuple. Le murmure de l'eau est la voix du père de mon père.

Les rivières sont nos frères, elles étanchent notre soif. Les rivières portent nos canoës, et nourrisent nos enfants. Si nous vous vendons notre terre, vous devez désormais vous rappeler, et l'enseigner à vos enfants, que les rivières sont nos frères, et les vôtres, et vous devez désormais montrer pour les rivières la tendresse que vous montreriez pour un frère.



Nous savons que l'homme blanc ne comprend pas nos mœurs. Une parcelle de terre ressemble pour lui à la suivante, car c'est un étranger qui arrive dans la nuit et prend à la terre ce dont il a besoin. La terre n'est pas son frère, mais son ennemi, et lorsqu'il l'a conquise, il va plus loin. Il abandonne la tombe de ses aïeux, et cela ne le tracasse pas. Il enlève la terre à ses enfants et cela ne le tracasse pas. La tombe de ses aïeux et le patrimoine de ses enfants tombent dans l'oubli. Il traite sa mère, la terre, et son frère, le ciel, comme des choses à acheter, piller, vendre comme les moutons ou les perles brillantes. Son appétit dévorera la terre et ne laissera derrière lui qu'un désert.

Je ne sais pas. Nos mœurs sont différentes des vôtres. La vue de vos villes fait mal aux yeux de l'homme rouge. Mais peut-être est-ce parce que l'homme rouge est un sauvage et ne comprend pas.

1 F



Il n'y a pas d'endroit paisible dans les villes de l'homme blanc. Pas d'endroit pour entendre les feuilles se dérouler au printemps, ou le froissement des ailes d'un insecte. Mais peut-être est-ce parce que je suis un sauvage et ne comprends pas. Le vacarme semble seulement insulter les oreilles. Et quel intérêt y a-t-il à vivre si l'homme ne peut entendre le cri solitaire de l'engoulevent ou les palabres des grenouilles autour d'un étang la nuit ? Je suis un homme rouge et ne comprends pas. L'indien préfère le son doux du vent s'élançant audessus de la face d'un étang, et l'odeur du vent lui-même, lavé par la pluie de midi, ou parfumé par le pin pignon.

L'air est précieux à l'homme rouge, car toutes choses partagent le même souffle – la bête, l'arbre, l'homme, ils partagent tous le même souffle. L'homme blanc ne semble pas remarquer l'air qu'il respire. Comme un homme qui met plusieurs jours à expirer, il est insensible à la puanteur. Mais si nous vous vendons notre terre, vous devez vous rappeler que l'air nous est précieux, que l'air partage son esprit avec tout ce qu'il fait vivre. Le vent qui a donné à notre grand-père son premier souffle a aussi reçu son dernier soupir. Et si nous vous vendons notre terre, vous devez la garder à part et la tenir pour sacrée, comme un endroit où même l'homme blanc peut aller goûter le vent adouci par les fleurs des prés.

Nous considérerons donc votre offre d'acheter notre terre. Mais si nous décidons de l'accepter , j'y mettrai une condition: l'homme blanc devra traiter les bêtes de cette terre comme ses frères.

Je suis un sauvage et ne connais pas d'autre façon de vivre. J'ai vu un millier de bisons pourrissant sur la prairie, abandonnés par l'homme blanc qui les avait abattus d'un train qui passait. Je suis un sauvage et ne comprends pas comment le cheval de fer fumant peut être plus important que le bison que nous ne tuons que pour subsister.

Qu'est-ce que l'homme sans les bêtes. Si toutes les bêtes disparaissaient, l'homme mourrait d'une grande solitude de l'esprit. Car ce qui arrive aux bêtes, arrive bientôt à l'homme. Toutes choses se tiennent.

Vous devez apprendre à vos enfants que le sol qu'ils foulent est fait des cendres de nos aïeux. Pour qu'ils respectent la terre, dites à vos enfants qu'elle est enrichie par les vies de notre race. Enseignez à vos enfants ce que nous avons enseigné aux nôtres, que la terre est notre mère. Tout ce qui arrive à la terre, arrive aux fils de la terre. Si les hommes crachent sur le sol, ils crachent sur eux-mêmes.



Nous savons au moins ceci: la terre n'appartient pas à l'homme; l'homme appartient à la terre. Cela, nous le savons. Toutes choses se tiennent comme le sang qui unit une même famille. Toutes choses se tiennent.

Tout ce qui arrive à la terre, arrive aux fils de la terre. Ce n'est pas l'homme qui a tissé la trame de la vie: il en est seulement un fil. Tout ce qu'il fait à la trame, il le fait à lui-même.

Même l'homme blanc, dont le Dieu se promène et parle avec lui comme deux amis ensemble, ne peut être dispensé de la destinée commune. Après tout, nous sommes peut-être frères. Nous verrons bien. Il y a une chose que nous savons, et que l'homme blanc découvrira peut-être un jour – c'est que notre Dieu est le même Dieu. Il se peut que vous pensiez maintenant le posséder comme vous voulez posséder notre terre, mais vous ne pouvez pas. Il est le Dieu de l'homme, et sa pitié est égale pour l'homme rouge et le blanc. Cette terre Lui est précieuse, et nuire à la terre, c'est accabler de mépris son créateur. Les blancs aussi disparaîtront; peut-être plus tôt que toutes les autres tribus. Contaminez votre lit, et vous suffoquerez une nuit dans vos propres détritus.

Mais en mourant vous brillerez avec éclat, ardent de la force du Dieu qui vous a amenés jusqu'à cette terre et qui pour quelque dessein particulier vous a fait dominer cette terre et l'homme rouge. Cette destinée est un mystère pour nous, car nous ne comprenons pas lorsque les bisons sont tous massacrés, les chevaux sauvages domptés, les coins secrets de la forêt chargés du fumet de beaucoup d'hommes et la vue des collines en pleines fleurs ternie par des fils qui parlent. Où est le hallier ? Disparu. Où est l'aigle ? Disparu. La fin de la vie et le début de la survivance.



Les Editions Syndicalistes, 21, rue Jean-Robert, 75018 Paris

Après la bataille du « PARISIEN LIBÉRÉ »

LA PRESSE A L'ENCAN ET LA CONDITION OUVRIÈRE

Essayer de faire le point sur les difficultés actuelles de la presse, celle en particulier de la presse parisienne, et ses répercussions sur les travailleurs du Livre défendant leurs conditions d'existence et de travail acquises par des années de lutte, et il sera l'objet de cet exposé.

Disons tout de suite que l'affaire du « Parisien Libéré » n'est qu'un épisode de la lutte acharnée que se livrent les magnats de presse se disputant la clientèle des journaux quotidiens tout autant que celle des périodiques.

Alors qu'autrefois, le directeur d'un journal, que ce soit un homme d'affaires, le représentant d'un parti ou d'un courant d'opinion, limitait son activité à la seule gestion de son journal, son ambition était d'en assurer l'existence et le développement. Il y fallait des qualités exceptionnelles et il y eut parfois des réussites.

Puis, peu à peu, la presse s'est industrialisée. Les puissances d'argent s'en sont emparées à des fins publicitaires et commerciales pour en tirer le maximum de profit, mais aussi pour orienter l'opinion dans un sens favorable à la conservation de leurs privilèges.

C'est ainsi que, dans la guerre qui met aux prises les « gros bras » du marché de l'information, de nombreuses fusions et absorptions ont eu lieu depuis la floraison de journaux qui virent le jour au lendemain de la « libération » par la confiscation des biens de presse et leur dévolution à des équipes choisies pour leur participation à la résistance contre l'occupant.

Il en est résulté une situation que le grand public ignore le plus souvent, où l'on a vu que les nouveaux possesseurs, qui prétendaient vouloir échapper à l'emprise de l'argent, n'allaient pas tarder à se muer à leur tour en affairistes et à retomber dans les règles mercantiles du système du profit.

Actuellement, tout autant que dans les autres entreprises capitalistes, la concentration de la presse quotidienne se poursuit sous la forme de groupes d'affaires, de chaînes de journaux qui tiennent entre leurs mains les principaux organes de presse et contrôlent en même temps, par le jeu des participations et des investissements dans les différents secteurs de cette industrie, la fabrication, la distribution du papier-journal et la publicité (1).

Dans cette âpre compétition, il était inévitable que, là comme ailleurs, les maîtres de la presse s'emploient, par tous moyens appropriés, à réduire les coûts de fabrication de leurs produits.

Déjà, depuis une vingtaine d'années, des innovations étaient apparues çà et là dans le processus des techniques de production par la naissance de la photo-composition, puis dans l'impression et le tirage offset se substituant à la fabrication typographique et au clichage des lignes de plomb. Mais une telle restructuration coûte cher. Elle nécessite pour être réalisée l'immobilisation de capitaux importants.

De plus, un autre obstacle majeur était à surmonter : la résistance au sous-emploi qui en résulterait, de la part de la puissance Fédération du Livre à forte proportion syndicale.

Celle-ci avait déjà été alertée à cet égard par la modernisation des imprimeries de certains quotidiens régionaux qui, en situation plus favorable que celle de leurs confrères parisiens dont ils avaient repris une notable partie des lecteurs, avaient entrepris de recruter de simples dactylos à salaire réduit pour la frappe du clavier des nouvelles machines photo-composeuses ; cela en contrevenant aux conventions signées entre les fédérations patronales et ouvrières spécifiant que « le personnel appelé à desservir les nouvelles machines sera recruté parmi les ouvriers qualifiés de la composition ».

Ces dispositions étaient d'autant plus justifiées que la qualité du produit imprimé par le nouveau procédé s'en était alors gravement ressentie, étant donné qu'il ne s'agissait pas, en l'occurrence d'une simple frappe, mais d'opérations exigeant une qualification et une attention particulières que l'on ne peut attendre que de techniciens éprouvés.

La remise en cause de cette manière, des avantages dont étaient appelés à bénéficier les travailleurs de la presse, n'a pu se produire que par un esprit d'abandon regrettable de la part des délégués syndicaux ou de leurs ressortissants timorés, oubliant que cela irait fatalement à l'encontre de leurs intérêts propres comme de ceux de la profession.

Dans la région parisienne, la presse des grands quotidiens nationaux n'a pas su faire — à part « Le Monde » — les mêmes efforts d'investissement. Si elle a connu des années florissantes et tiré de l'exploitation des journaux de copieux bénéfices, l'argent gagné, sous le règne de chefs d'entreprise rétrogrades et cupides, est retourné exclusivement aux apporteurs de capitaux au lieu d'être utilisé pour l'introduction de nouvelles techniques. C'était l'époque des vaches grasses où l'on se disputait à prix d'or les écrivains-vedettes pour servir la politique de prestige journalistique.

Durant cette période euphorique, il va de soi que les travailleurs de la presse parisienne n'étaient pas restés inactifs et avaient profité des circonstances pour obtenir des avantages particulièrement intéressants concernant les salaires et les conditions de travail. Cela d'autant plus qu'ils s'étaient vu confier, dès la libération, alors qu'ils revendiquaient la nationalisation, voire la socialisation des entreprises de presse — rêve, hélas ! tôt dissipé — la responsabilité, par le truchement de leurs organisations syndicales, de pourvoir en personnel qualifié les équipes de presse, de l'organisation de la fabrication des journaux et de fournir en outre la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire quand les besoins de l'actualité exigeaient l'augmentation du nombre de pages et du chiffre du tirage.

On le conçoit, ce système, s'il permettait à l'employeur de n'avoir pas à s'en préoccuper, conférait à l'organisation syndicale une puissance revendicative inconnue ailleurs.

DISSIPER UNE LEGENDE

C'est pourquoi, il convient, à ce propos, de dissiper une légende sur les raisons des succès dus à la prétendue combativité des travailleurs de la presse. Certes, dans le passé, les ouvriers de l'imprimerie et de la presse eurent à lutter, malgré une sévère répression, l'arbitraire du pouvoir et des forces d'obscurantisme s'opposant à la parution des journaux et autres imprimés dont dépendait leur gagne-pain. Ce qui les a amenés à développer leurs œuvres mutualistes d'entraide sociale instituées dans les années difficiles.

De nos jours, les choses ont changé et particulièrement chez les travailleurs de la presse parisienne. Syndiqués à 100 %, possesseurs du monopole de l'embauche, constituant eux-mêmes, selon les conventions, les équipes de fabrication des journaux, ils ont des moyens de pression autrement efficaces que ceux dont disposent, par exemple, les métallos, dont la combativité n'est pas moindre, ainsi qu'en témoignent des luttes mémorables (juin 36, etc.) connues de tous (je peux l'attester, ayant appartenu à cette profession de nombreuses années). Mais, tandis que les ouvriers des autres métiers sont tenus dans leurs luttes revendicatives de choisir le

(1) Pour plus de détails se reporter au livre « La Presse Quotidienne » publié par les Editions Syndicalistes.

moment favorable, ceux de la presse n'ont pas ces sortes de préoccupations, car le quotidien ou le périodique empêché de paraître est une perte sèche immédiate pour l'employeur qui peut être ainsi amené assez rapidement à accepter un compromis satisfaisant pour son personnel.

Bref, c'est dans cette situation d'accommodements et de relative paix sociale, dans laquelle chacun des partenaires trouvait son compte, que l'aggravation de la crise mondiale de l'économie capitaliste, provoquée par l'explosion inflationniste des années 72-74, puis par l'augmentation des tarifs pétroliers, est venue se répercuter sur les conditions d'exploitation de la presse parisienne qui, déjà, depuis plusieurs années, avait dû faire face à d'autres atteintes sérieuses comme celles des restrictions de la publicité accaparée par l'audiovisuel et l'amenuisement de sa clientèle au profit des quotidiens régionaux et départementaux.

On doit ajouter que, bien que les avertissements n'aient pas manqué de la part de la Fédération Graphique Internationale qui, à plusieurs reprises, avait attiré l'attention des diverses fédérations nationales sur l'évolution des nouvelles techniques et la nécessité de sauvegarder les intérêts professionnels des travailleurs de la presse, on ne peut pas dire que ceux de la presse parisienne, autant par réflexe corporatif étroit que parce qu'ils en redoutaient les répercussions sociales, s'en soient tellement souciés.

UN AUTOCRATE DE PRESSE

C'est en tout cas, dans cette conjoncture que l'occasion cherchée depuis longtemps par le vieux despote du « Parisien Libéré », Emilien Amaury, ennemi juré des syndicats, en général, et de celui du Livre en particulier, lui sembla propice pour déclencher l'attaque que l'on sait.

On ne refera pas ici l'historique de ce conflit dont toutes les péripéties ont été largement exposées dans la presse et sur les ondes. Cependant, peut-être n'est-il pas inutile, pour l'intelligence des faits, de situer l'itinéraire et le jeu du personnage qui, tout au long de sa carrière a symbolisé l'opposition au progrès social des forces les plus farouchement conservatrices du pouvoir et de l'argent. Cela avec le plus parfait mépris des lois et conventions sociales. « J'ai du fric, aimait-il à dire, faites appliquer votre loi où vous voulez. Ici, je fais la mienne ! »

Autoritaire en diable, refusant le plus souvent de discuter avec son personnel et ne souffrant pas la contradiction de ses journalistes qui devaient se tenir aux ordres, Amaury avait de qui tenir. Formé de bonne heure au sein du catholicisme militant, il en était sorti marqué vraisemblablement par cet esprit d'intolérance qui caractérise les fanatismes absolutistes.

Il avait pourtant une qualité, ainsi qu'on le verra plus loin : celle de l'arriviste dépourvu de scrupule. Modeste agent de publicité, courant les bureaux des sociétés en quête de contrats d'insertion pour de petits journaux catholiques de Paris et de province, le petit courtier, à force de ténacité, avait arrondi son magot et, de modeste quémandeur, était devenu patron d'agence en fondant l'Office de publicité générale.

La guerre-occupation allait favoriser ses desseins. On ne sait à la suite de quelles tractations, Pétain le chargea de distribuer, moyennant commission, les crédits du ministère de la Famille, lui permettant ainsi de gagner, avec les deniers de l'Etat, de solides reconnaissances, ce qui n'était pas incompatible avec certaines relations dans la Résistance. La guerre finie, il sut jouer des coudes pour devenir appuyé par ses « obligés » l'un des caïds de la « presse libre » le patron du « Parisien Libéré », nom à peine camouflé du « Petit Parisien » d'avant-guerre dont il reprenait de ce fait la clientèle et les locaux et en faisait rapidement le premier quotidien du matin en France.

A ce propos, on ne saurait non plus passer sous silence qu'il n'a dû de réussir à assurer sa mainmise sur ledit journal que par des manœuvres frauduleuses assez graves pour que la justice en soit saisie et qui provoquaient, après enquêtes, des perquisitions au domicile des dirigeants du journal (2).

En effet, alors qu'à ses débuts le journal était géré par une société coopérative ouvrière de production, donc propriété intégrale du personnel de l'entreprise, Amaury et ses sous-ordres étaient parvenus à transformer l'affaire en société anonyme et à s'approprier la majorité des actions par des procédés qui motivèrent le dépôt d'une plainte par les porteurs d'actions ouvriers constitués en syndicat de défense.

Le scandale fut même évoqué à l'Assemblée nationale, mais, usant de la procédure, tandis qu'intervenaient ses amis haut placés et qu'Amaury prodiguait si bien la lèche au pouvoir que l'affaire finit par être enterrée.

Après ce flagrant délit rendu public, un temps s'écoula durant lequel Amaury se tint coi, rongeant son frein. Il n'en mûrissait pas moins sa vengeance dirigée surtout contre les syndicats du Livre qui l'avaient, eux aussi, mis en accusation.

Homme d'affaires avisé, il avait durant cet intervalle étendu considérablement ses ramifications et régnait alors sur un véritable trust de quotidiens et de périodiques, à l'égal des empires Hachette et Hersant et au moyen desquels il fabriquait aussi l'opinion.

Toujours en quête de nouveaux débouchés, tant pour maintenir une diffusion qui s'effritait que pour recueillir une publicité locale compensant l'abandon des annonceurs nationaux plus tentés, comme déjà indiqué, par la radio et le petit écran, il se lançait dans les années soixante dans de multiples éditions locales et régionales ; puis, parallèlement au grand format, il sortait une édition du « P.L. » de format plus réduit : le même que celui de « Paris-Jour » dont il voulait la perte et qui n'allait, d'ailleurs, pas tarder à disparaître.

Or, Amaury avait engagé de gros frais dans ces entreprises. Mis en difficulté, il pensa à récupérer une partie en faisant des économies sur le dos du personnel ouvrier de son entreprise parisienne qu'il réunit à cette fin un jour de juin 1969. Là, en termes habilement nuancés, il tentait de persuader ses salariés, prétextant que son journal était devenu un quotidien régional d'Ile-de-France du fait de ses éditions locales, d'accepter l'application du même statut qu'il avait réussi à imposer à ceux des quotidiens de l'Ouest » à Angers et au « Maine Libre » (au Mans), ce qui se serait traduit par une aggravation des conditions de travail, une réduction sensible des effectifs et, en définitive, des salaires. A noter que la direction du journal avait déjà réduit des trois quarts la part des bénéfices distribués annuellement à ses salariés (environ un mois de salaire) cela en dépit d'une grève de 48 heures pour la défense des avantages acquis. Par la suite cette répartition des bénéfices devait disparaître totalement.

A L'ASSAUT DE LA CITADELLE OUVRIERE

Donc, comme il devait s'y attendre, les ouvriers le renvoyèrent aux conventions et annexes techniques en vigueur. Ce qui allait irriter au possible celui qui se voulait le Napoléon de la presse. Il lançait alors une attaque globale contre les « privilèges exorbitants » des ouvriers de la presse parisienne en publiant une luxueuse brochure largement distribuée, et intitulée « La Presse parisienne écrasée », dans laquelle, déplorant la misère de la presse parisienne résultant des « impératifs syndicaux », il tentait d'amener à ses vues l'ensemble du patronat des journaux parisiens. Cela, hélas ! sans plus de succès.

C'est alors qu'il claquait la porte du Syndicat patronal des journaux parisiens — entraînant avec lui le journal « L'Equipe » qu'il venait d'absorber — pour adhérer à celui des quotidiens régionaux, rompant en même temps tous les accords conclus avec le Comité intersyndical parisien.

---

(2) Cf. « La Presse Quotidienne » et aussi « Le Putsch d'Amaury », Editions Sociales.

La suite est connue. Rappelons simplement que les négociations n'ayant pu aboutir entre novembre 74 et février 75, l'organisation syndicale entendant que les discussions ne soient pas limitées à un seul titre et la direction du « P.L. » refusant d'y associer les autres journaux de la capitale, c'était la rupture le 3 mars 75 par le coup de force de la direction supprimant le grand format, et les éditions régionales, ce qui se traduisait en fait par le lock-out des trois quarts de l'effectif ouvrier du journal.

Puis c'était, en un temps record — et tandis que les arguments du chef autocrate étaient ses difficultés financières — l'installation prévue, et à grands frais, d'imprimeries modernement équipées dans la périphérie de la capitale et l'appel à Force Ouvrière, laquelle dédaignant les traditions de solidarité ouvrière pratiquée en l'occurrence par la C.F.D.T. — pourtant contestataire, elle aussi, du monopole cégétiste — volait au secours du patron de combat le plus rétrograde et du gouvernement qui le soutenait, cela au nom de la liberté du travail et dans le dessein affirmé d'en finir avec le monopole d'embauche et d'emploi s'exerçant jusqu'alors au profit exclusif des adhérents de la C.G.T. (3).

A propos de ce monopole et du droit légitime au travail pour tous dans quelque profession que ce soit, ne peut-on faire remarquer, sans aucune malice, qu'avant le départ des quelques milliers d'adhérents de la fédération du Livre cégétiste pour F.O., soit depuis le 21 août 1944, date où le directeur de la Presse, **Francisque Gay**, avait demandé aux syndicats ouvriers du Livre de la C.G.T. réunifiée de se charger de fournir à toutes les directions de journaux le personnel technique nécessaire, aucune voix ne s'était élevée contre le contrôle syndical du placement qui, pourtant, interdisait aux adhérents de la fédération du Livre des travailleurs chrétiens de travailler dans un quotidien parisien ?

Tout le mal à cet égard viendrait donc de la scission. Ici il n'est pas inutile, pour la petite histoire, de rappeler aussi que cette scission, dont la responsabilité incombait à ceux qui ne respectaient ni la démocratie syndicale ni l'indépendance du syndicalisme, n'aurait pas eu lieu dans la fédération du Livre sans — appelons les choses par leur nom — la trahison du secrétaire fédéral de l'époque, Edouard Ehni, l'un des plus farouches partisans de la résistance à la colonisation communiste de la C.G.T., au point que c'était dans son bureau que se réunissaient les conjurés de Force Ouvrière (appelée d'abord Résistance Ouvrière) les plus décidés à la scission.

Cette soudaine volte-face eut son explication quand on apprit, à quelque temps de là, qu'Ehni avait cédé au chantage communiste à propos d'histoires d'argent pendant la résistance à l'occupant et aussi au sujet de la conservation de son cumul de fonction rétribué de directeur de l'Imprimerie du Peuple avec son traitement syndical, etc., tractations peu reluisantes. Qui s'en étonnerait quand on sait que les staliniens d'hier, comme ceux d'aujourd'hui, ne reculent devant rien pour arriver à leurs fins, sans même remonter aux vingt et une conditions léninistes de 1920 pour l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Ehni allait donc peser de tout son poids de secrétaire général de l'organisation et user de son influence, appuyé par les éléments communistes, pour faire pression sur les militants et les sections de province au moment du référendum de 1948, afin de faire pencher la balance en faveur du maintien à la C.G.T., alors que la majorité du Comité fédéral s'était prononcée, à son encontre, pour l'autonomie, de même que la majorité des syndicats parisiens du Livre (4).

Il y réussit si bien qu'il résultait de cette situation non plus deux, mais trois fédérations syndicales du Livre, et l'équité eût exigé que le placement s'effectue paritairement sous la responsabilité des trois organisations : C.G.T. - C.G.T.-F.O. - C.F.D.T. (C.F.T.C. à l'époque). La proposition en avait été faite par les deux organisations minoritaires — et nous étions quelques-uns au syndicat des correcteurs à l'avoir soutenue — mais elle n'avait pu être retenue par la fédération cégétiste devant les difficultés d'application pratique posées dans ce domaine par le pluralisme syndical et les rivalités qu'il eût entraînées. La solution ne put donc être trouvée.

DU SABOTAGE DES AVANTAGES SOCIAUX

Ce qui n'est pas contestable, c'est que ce système de pourvoyeur de main-d'œuvre a engendré nombre d'abus au sein même des syndicats cégétistes chargés du placement, chaque tendance étant naturellement portée à favoriser ceux de son clan. Mais, tandis que chez les professionnels hautement qualifiés de la composition, comme les typos, correcteurs, mécaniciens-linos, l'entrée dans la profession se faisait sans discrimination excessive, dans les autres catégories du Syndicat général du Livre, comprenant l'effectif le plus nombreux et où dominait l'élément communiste, celles surtout où le recrutement n'exigeait pas de compétence particulière, il fallait — et il faut toujours en général — pour être admis avoir en poche la carte du P.C. ou bénéficier du parrainage communiste. J'en ai fait personnellement l'expérience m'étant heurté à plusieurs reprises, à de honteuses dérobades après m'être adressé à certains responsables de ces services pour l'emploi de militants victimes de la répression patronale et constaté que ma recommandation rendait au contraire ces camarades indésirables dans les chasses gardées du P.C.

Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène nouveau de la part des mêmes. Les anciens du bâtiment se souviennent qu'après la première scission de 1921, il n'était pas possible de travailler sur les chantiers si l'on n'était pas affilié à la défunte C.G.T.U. dominée par les communistes.

Un autre genre d'abus, découlant d'une certaine autonomie laissée aux équipes de presse dans l'organisation du travail, était que nombre d'entre elles, dont les membres plus tentés par l'appât du gain que par le respect du principe de solidarité ouvrière, freinaient le recrutement dans l'atelier de leur propre journal pour se réserver le cumul des services, ou en allant doubler dans d'autres journaux, donc de toucher deux salaires (et même tripler dans les catégories où le service était plus court) cela au détriment des « suiveurs » et des chômeurs et, qui plus est, avec la tolérance « complaisante » des responsables syndicaux qui n'intervenaient que lorsque cet égoïsme corporatif était par trop criant.

Un seul syndicat, à ma connaissance, où l'esprit syndicaliste et l'équité étaient mieux ancrés, se montrait vraiment vigilant pour empêcher cette sorte de « sarrasinage » de ses adhérents, c'était celui des correcteurs. Encore que parfois des manquements du même ordre échappaient aussi à son contrôle.

Dans ces conditions, comment ces détournements du véritable objet des privilèges syndicaux n'auraient-ils pas fourni des armes aux adversaires patronaux et autres ? Amaury ne s'est pas fait faute de les exploiter et de s'en servir pour parvenir à ses fins. C'était de bonne guerre.

Il aurait même pu invoquer (peut-être l'a-t-il fait), à l'appui de son argumentation, le témoignage d'Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail de de Gaulle,

---

(3) Soulignons que l'attitude de F.O. a été condamnée par la Fédération Graphique Internationale, non suspecte d'être inféodée à Moscou.

(4) On a reproché au syndicat des correcteurs parisiens, dont les trois quarts des adhérents s'étaient prononcés pour le retrait dans l'autonomie de n'avoir pas eu le courage de quitter la Fédération. Précisons que nous étions quelques-uns avec Pierre Monatte, qui avions voté pour l'adhésion à F.O. Or devant le petit nombre de ceux qui se retrouvaient dans une organisation vouée à l'impuissance, nous avons préféré rester, faute de mieux, dans une organisation qui, malgré ses tares était solidement implantée et capable de défendre efficacement les intérêts professionnels de ses membres face à un patronat avide de reconquérir, à travers nos divisions, les avantages substantiels qu'il avait dû concéder.

ancien secrétaire général de la Fédération des Métaux qui, en février 1947 — au temps où la grève était « l'arme des trusts » — exhalait sa hargne contre les travailleurs de la presse parisienne en grève dans les termes suivants :

« Les prétentions de la Fédération du Livre ont amené les entreprises de presse à grever leur budget de lourds frais généraux en leur imposant des équipes de vingt à vingt-deux hommes où suffisaient avant la guerre des équipes de dix à douze. Au surplus, ces ouvriers reçoivent des salaires supérieurs à ceux de leurs camarades des autres professions et ils font souvent deux services d'où un double salaire pour eux. Si j'étais militant syndicaliste et non ministre, je me ferais fort d'aller expliquer le cas aux ouvriers et de leur démontrer que les revendications des employés et spécialistes de la presse sont absolument inadmissibles. D'ailleurs, le gouvernement est absolument décidé à ne pas leur accorder l'augmentation de vingt-cinq pour cent demandée.

« Dans les autres corporations, toute augmentation a coïncidé avec une augmentation de la production. Mais allez donc en demander autant aux ouvriers du Livre, qui forment un corps fermé et intransigeant !

« Je considère la situation comme grave et envisage de créer des écoles de formation professionnelle afin de permettre aux entreprises de disposer d'un personnel suffisant pour ne pas être à la merci d'une corporation qui organise elle-même le recrutement au ralenti. »

Indiquons en passant que contre l'avis du ministre « ouvrier » et les commandos communistes de « L'Humanité » tentant vainement d'assurer la parution du journal du P.C., les ouvriers, après un mois de grève qui paralysa toute la presse parisienne, en sortaient victorieux avec 17 % d'augmentation.

Ceci considéré, et pour en revenir aux excès dénoncés plus haut, on doit reconnaître, à la décharge de quelques responsables et militants plus clairvoyants, que les mises en garde de leur part n'ont pas manqué pour avertir les intéressés qu'à trop tirer sur la corde elle finirait par céder.

Ce qui est arrivé. On a vu que malgré les grèves de 24 heures à répétition des ouvriers des journaux de l'ensemble du pays pour contraindre le gouvernement à intervenir en vue d'une solution négociée, celui-ci se contentait de faire protéger par sa police les nouvelles installations de la direction du « P.L. » laquelle, soutenue financièrement par les banques, pouvait se permettre d'attendre que le fruit soit mûr pour, après vingt-huit mois d'une lutte stérile, amener les grévistes à composition.

Quant aux autres exploitants des biens de presse, tout en protestant contre l'action ouvrière qui de temps à autre empêchait la parution de leurs publications, ils suivaient avec intérêt les péripéties de la lutte, priant, sans oser le dire, pour le succès d'Amaury, escomptant que par la brèche ainsi ouverte ils pourraient à leur tour remettre en cause les avantages concédés et inclus dans les conventions paritaires.

N. FAUCIER.

(à suivre)

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : POUR L'ÉCOLE LIBRE

Tel est le titre du dernier livre de notre ami Jean Cornec, président de la Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques, étant entendu que la seule Ecole qui mérite véritablement ce nom est l'Ecole laïque, instrument d'émancipation populaire. Sur ses bancs nombre de futurs syndicalistes ont appris à penser par eux-mêmes.

En prenant connaissance de cette belle et vigoureuse étude — remarquable plaidoirie pour une éducation de la liberté — nos camarades s'apercevront que rien n'est plus actuel que cette « vieille querelle dépassée ».

Mais ils prendront aussi conscience des dimensions de la laïcité à la hauteur et à la sérénité du propos.

Sur le plan intellectuel la laïcité préconise la formation de l'esprit critique, le développement de l'attitude de libre-examen et le refus de toute méthode d'autorité. N'est pas laïque celui qui affirme : c'est vrai en vertu de l'autorité d'un homme si prestigieux soit-il, d'un parti si respectable soit-il, d'un livre fût-il rédigé par un génie. La pensée vigoureuse est nécessairement solitaire et il n'est pas question de la déléguer à autrui.

Sur le plan moral, la laïcité exige la liberté absolue de conscience, la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même. Combattant pour le droit à la différence, elle s'élève contre tout manichéisme et refuse d'admettre l'adage barbare selon lequel « qui n'est pas avec moi est contre moi ».

Sur le plan social, chargée au début de la III[e] République d'instruire le prolétariat, l'Ecole laïque dans sa mission émancipatrice révèle à celui-ci ses revendications pour vivre mieux et accéder à davantage de bonheur et de dignité.

C'est dire que la laïcité n'est pas cette vieille dame peureuse et frileuse qui s'enfermerait dans sa maison d'Ecole en ne parlant de rien pour ne faire de peine à personne. Elle entend, bien au contraire, parler de tout, car il n'est pas de « domaine réservé » interdit à l'investigation de l'esprit humain mais dans le respect des consciences d'autant plus fragiles qu'elles sont neuves...

Aussi sa vocation est-elle de rayonner dans la cité puisqu'elle met au-dessus de toute la liberté et qu'elle est selon le propos d'Alain : « la seule doctrine qui ne soit pas contraire à la liberté car elle se confond avec la liberté elle-même ». Ne suggère-t-elle pas en effet que l'enfant — bourgeon d'humanité — n'appartient ni à la famille, ni à l'Etat, ni au parti, pas même aux enseignants, mais qu'il appartient d'abord à lui-même.

C'est cette vérité révolutionnaire qui explique pourquoi les clercs de tout acabit, libéraux avancés, néo-staliniens, « guides » intéressés du prolétariat, gauchistes de salon par ignorance, mépris ou calcul, affectent de considérer comme une vieille lune l'idéal laïque.

Merci à Jean Cornec de nous le rappeler en filigrane dans un livre riche et dense qu'aucun militant syndicaliste ne doit ignorer.

Jean MOREAU.

LE GRAND SUICIDE DE L'HUMANITÉ

LA TERRE ENTIERE EST SURPEUPLEE

La population du monde augmente à une vitesse croissante. En huit siècles elle est passé de 340 millions à un milliard d'habitants. Mais le second milliard ne demanda qu'un siècle environ (de 1820 à 1930). Le troisième milliard fut atteint en trente ans : 1960. Maintenant, en quinze ans, nous voilà quatre milliards depuis 1975.

A ce rythme de croissance — et ce n'est pas la baisse de natalité dans quelques pays riches qui doit nous faire illusion — nous en serons à cinq milliards dans huit ans ; à six milliards vers 1987 ; et à 7 milliards avant l'an 2000.

Comment cette progression effrayante s'arrêtera-t-elle ? Si la volonté de l'homme ne domine pas sa puissance de reproduction : de grandes catastrophes freineront ce terrible accroissement.

L'ERE DES GRANDES FAMINES

Déjà, avec quatre milliards d'habitants, deux milliards souffrent de la faim, et plusieurs millions en meurent directement. Il y a deux siècles, en Europe, une femme qui mettait au monde dix enfants, en voyait mourir huit, sept en bas âge, un à la puberté. Aujourd'hui, en Europe : une femme qui enfante dix enfants fait neuf adultes. L'humanité a vaincu les épidémies, faisant artificiellement reculer la mort, les humains n'ont pas eu la sagesse de faire reculer « artificiellement » les naissances. Ils se multiplient comme des microbes et détruisent leur propre planète.

De terribles famines atteignent l'Inde, l'Afrique et l'Amérique latine. Ce qui représente en France une mauvaise récolte de pommes de terre avec pour seule conséquence un prix élevé pendant un an, est la cause, par notre pillage accru, d'une aggravation pour les pays les plus pauvres de leur tragique malnutrition, ou simplement une aggravation de la famine : du nombre de morts de faim. Lorsqu'un tremblement de terre secoue la Chine : cela entraîne plus de cent mille morts.

Cette puissance de reproduction est telle que, même envisagée avec le plus bête des cynismes, elle n'est pas un remède à la situation. La dernière guerre si meurtrière, a coûté plus de 60 millions de vies humaines ; vingt ans après les démographes ont constaté que l'humanité avait « réparé ses pertes ». Et tuer des milliards de gens mettrait en œuvre une destruction qui risque fort de tuer tout le monde.

LE MONDE EST SURPEUPLE : LA FRANCE AUSSI

Tout le monde est submergé de propagande nataliste. On matraque d'une propagande incessante les Français pour qu'ils fassent des enfants, pour les persuader que le surpeuplement est le problème de pays lointains : la Chine, l'Inde, le Sahara ! Partout mais pas chez nous, pas en Europe, surtout pas en France. La France, elle, ne serait pas surpeuplée : elle serait sous-peuplée ! Parce que nous pourrions nourrir cent millions de Français. D'abord il faudrait démontrer que l'agriculture française y suffirait sans pillage des pays affamés : et il faudrait le réaliser !

Mais quand bien même nous pourrions nourrir entièrement seuls 53 ou 100 millions d'habitants, sommes-nous des monstres ou des idiots pour nous croire sur une autre planète ? Nous sommes sur cette terre habitée par quatre milliards d'humains, et bientôt davantage. Sommes-nous sur Mars, sur Neptune : habitons-nous une autre planète ? Et si nous ne sommes pas assez d'humains pour avoir pitié des affamés, serons-nous assez fous pour croire qu'ils vont souffrir tranquillement sans venir nous réclamer la part du gâteau (ou la totalité !) ? Si nous ne sommes pas humains, au moins soyons lucides ! — Quelle muraille de Chine nous séparera efficacement de l'Asie surpeuplée ? Si le monde est surpeuplé — et, cela paraît impossible à nier, comment la France s'isolerait-elle du reste du monde ?

Comment se désolidariserait-elle du reste de l'humanité ? Si c'est vrai que nous pouvons nourrir 47 autres millions d'habitants, par quel racisme doivent-ils être « nés de père et mère français », comme disait Pétain ! Si nous pouvons nourrir cent millions d'habitants, qu'attendons-nous pour nourrir 47 millions d'habitants de l'Inde ou d'Africains ou d'Amérindiens ?... Non, il ne faut pas croire qu'il existe des pays surpeuplés et des pays sous-peuplés. C'est la terre qui est surpeuplée, et donc la France qui fait partie intégrante de cette terre est, comme toute notre planète, surpeuplée. Hélas, la gauche, même l'extrême gauche, reste populationniste.

LES ILLUSIONS MARXISTES

Toute une partie de l'œuvre de Marx continue à vivre sous nos yeux : la concentration du capital ; la prolétarisation des classes moyennes, et bien d'autres. Mais malheureusement les marxistes d'aujourd'hui ont adopté le point de vue populationniste de Marx. De la désolante dispute avec Malthus, les marxistes ont retenu que la terre pourra toujours nourrir un nombre illimité d'habitants ; et que les famines sont dues uniquement à une mauvaise répartition des ressources, à une mauvaise exploitation des terres. Il est vrai qu'on pourrait beaucoup adoucir la misère actuelle mais, si l'on veut vraiment arrêter les catastrophes qui se profilent à l'horizon : il faut d'urgence diminuer la population.

Depuis la mort de Marx, nous sommes passés de un à quatre milliards. Il faut être conscients de ce que nous butons sur des limites.

LA TERRE RETRECIT SOUS NOS PIEDS

Voyez le conflit israélo-arabe, il est typique de notre surpeuplement. Chacun revendique la terre : il n'y a de solution concevable que si les peuples arrêtent leur croissance démographique. Bien sûr, cela ne suffit pas mais cela est nécessaire. De même pour l'Egypte dans sa profonde misère en particulier, de même pour l'ensemble du monde arabe et ses problèmes en général. Le surpeuplement crée la guerre. Plus les hommes sont nombreux, plus ils s'entretuent.

La guerre peut être, elle aussi, l'extermination totale de l'humanité. Les explosions atomiques sont trop puissantes, elles risquent de détruire pour plusieurs années la fragile couche d'ozone qui nous protège du soleil. Si les hommes la détruisent, ils

pourraient peut-être survivre en se cachant le jour, en vivant la nuit ; mais pour peu de temps, car les plantes, elles, mourront... l'humanité a peu de chance d'échapper à la mort.

De même la guerre bactériologique peut tuer non seulement les « ennemis », mais ceux-là même qui l'autront déclenchée.

LE RACISME BLANC

Faut-il détruire la terre, en faisant stupidement beaucoup d'enfants : les chiffres sont accablants : les races de couleur auront une population incomparablement plus nombreuse que la nôtre. De toutes façons, admettons que les Blancs mettent au monde dix enfants par femme et les élèvent ; ils ne « rattraperont » pas les Jaunes.

Et pourtant chez ces derniers, la sagesse est enfin venue à force de surpeuplement. Mao, dans un pays où la femme était d'autant plus honorée qu'elle avait fait de nombreux enfants, Mao disait : « La famille chinoise idéale doit avoir deux enfants. » Voilà un vrai bond en avant de la civilisation chinoise.

Japonais et Chinois facilitent la contraception. Il faut sortir de cette mentalité chauvine, raciste et militariste qui veut « avoir plus de guerriers que la tribu voisine de façon à les tuer ».

Comme nous polluons cent fois plus que les pays pauvres, lorsque nous augmentons notre population d'une unité nous détruisons la terre comme cent Indiens. Bien loin d'avoir bonne conscience, et de laisser aux autres continents le soin de diminuer la population, il faut nous rendre compte, au contraire, que nous devons, nous aussi, *nous surtout*, diminuer les naissances, amener leur nombre au-dessous du nombre des décès.

C'est surtout dans nos pays pilleurs, pollueurs, détruisant l'air, l'eau, la mer, la terre, c'est toujours chez nous, en France, c'est aux U.S.A., qu'un accroissement même infime de la population annonce la catastrophe : achemine l'humanité vers sa propre mort.

VERS UNE CIVILISATION MEILLEURE

L'instinct de conservation de l'espèce humaine doit marcher la tête en bas. Paradoxalement, les femmes, les hommes, doivent dominer leur désir d'avoir des enfants s'ils veulent que l'humanité survive. Les femmes doivent avoir le moins d'enfants possible, un si c'est une fille, ou, au maximum deux, si l'aîné est un garçon. La stérilisation des personnes qui la désirent doit être facilitée : par exemple de ceux qui se savent porteurs d'une maladie héréditaire. Bien loin d'être égoïste, la femme qui a le courage d'avorter fait un geste de générosité envers cette humanité affamée, surpeuplée.

Que l'on considère n'importe quel problème vital posé actuellement à notre monde : que ce soit la pollution, la guerre, la famine, aucune solution n'est possible sans une diminution de la population. Une diminution de la population du monde : une diminution de la population française comme de toutes les autres.

Yvette GRILO.

LE CINQUANTENAIRE DE LA R.P.

Je dois aux amis de la *R.P.* de m'expliquer sur une défaillance grave dont on peut me culpabiliser, même discrètement et indirectement. Il s'agit de la publication de l'ouvrage sur le *Cinquantenaire de la R.P.* qui devait paraître en 1975. Il paraît qu'on a perdu l'espoir de le voir... alors que sa prévision avait bénéficié de souscriptions préalables.

Celui qui avait été chargé de la rédaction : *Alexandre Croix*, est mort brutalement en 1975 et ce fut pour la *R.P.* une perte irréparable. On m'avait chargé de terminer le travail qu'il avait réalisé et je me crois encore responsable de l'engagement que j'ai pris. De quoi s'agissait-il ? De compléter peut-être et surtout d'alléger une composition de plus de 500 pages... obligation dont Alexandre Croix avait reconnu la nécessité en des propos publics et des confidences privées.

L'Assemblée des *Editions Syndicalistes* — avant la mort d'A. Croix et avec son accord — m'avait invité à lui apporter son témoignage, car je suis avec Charbit l'un des très rares survivants du premier noyau de la *R.P.* J'avais accepté avec d'autant plus d'empressement que lors de prospections historiques dans la fin du XIX[e] siècle et les débuts du XX[e], j'avais bénéficié de la collaboration de A. Croix qui avait rassemblé avec patience et intelligence une documentation unique sur les grands événements, les faits édifiants et les personnages de la III[e] République. Ses articles dans la *R.P.* suffiraient pour le prouver, s'il n'y avait déjà les échos publiés dans *Liberté*, fondé et dirigé par Lecoin.

J'attendais donc une convocation qui n'est pas venue, et j'allais prendre une nouvelle initiative. Je me disposais même à le retrouver lors de rendez-vous hebdomadaires avec *Maurice Paz* et *Albert Lemire*... heureux d'évoquer la naissance de la *R.P.* avec l'historien de celle-ci et les deux chers amis qui m'ont guidé vers la *R.P.*... avant le premier numéro. L'absurdité de la clôture imprévisible d'un destin... alors que la vie d'A. Croix promettait encore de féconds engagements, mit fin à mes espoirs.

Nous avons donc cherché le manuscrit pour tenter d'achever le travail de Croix. Et si je n'avais pas la prétention de tenir sa place, je croyais disposer d'un ouvrage dont l'excessive richesse aurait été le seul défaut. Nous pouvons avouer aujourd'hui ce qui nous paraît encore invraisemblable et inexplicable. Nous n'avons absolument rien retrouvé... aucun manuscrit, aucune note, rien qui puisse nous permettre de connaître au moins l'orientation que Croix voulait donner à son œuvre et les matériaux qu'il comptait utiliser. Et cette recherche infructueuse a été menée par les intimes et les familiers de Croix, avec une minutieuse persévérance, sans rien négliger, dans les collections, les masses de documents amassés par notre ami.

Comme on ne peut douter de la probité de tous ceux qui ont bénéficié de son héritage intellectuel, de tous ceux qui ont participé aux recherches, il ne nous reste qu'à admettre que nous avions mal compris les propos d'A. Croix et qu'il n'a jamais dévoilé les secrets de la composition de son ouvrage.

Il me fallait donc repartir à zéro. Malheureusement, toutes mes collections de la *R.P.* d'avant-guerre ont été dispersées et probablement détruites lors des épreuves (poursuites sous Daladier, persécutions sous Pétain-Hitler) que nous avons subies. L'exiguïté de notre logement — depuis notre départ de la Maison d'Enfants de Sèvres qu'Yvonne Hagnauer a

dirigée pendant trente ans — empêche la conservation parfaite et le classement des collections d'après-guerre. J'habite loin du centre de Paris, sans moyen individuel de transport, et j'avais pris depuis quelques années des engagements que je devais tenir, ce qui limitait mes possibilités de travail.

Et cependant je n'ai pas cessé depuis trois ans de consacrer une grande partie de mon temps à l'élaboration et à la composition de l'ouvrage sur le *Cinquantenaire de la R.P.* Ce qui a fortement alourdi ma besogne c'est qu'en me plongeant dans nos collections d'avant-guerre, je me suis aperçu que cette rétrospective imposait de retrouver le contexte historique sans lequel les sommaires ne seraient que des épitaphes sur des tombes. Ce que j'ai tenté et qui est presque achevé aujourd'hui, c'est justement l'évocation d'un passé tumultueux, passionnel... où les campagnes entreprises, les luttes menées, les monographies denses et souvent exhaustives demeurent encore singulièrement édifiantes en notre temps.

Car la *R.P.* ne fut pas seulement une revue d'études — ce qui n'en diminuerait pas la valeur historique. Elle fut un organe de combat. Et pour ne citer que les moments les plus significatifs de notre vie de 1925 à 1939, voici quelques titres de chapitres entièrement composés :

« *Alors que la France revenait à Poincaré, après Herriot, Painlevé, Briand, Caillaux — Sortir de la Nation — Contre le colonialisme — A bas la rationalisation ! — André Tardieu : apprenti dictateur — Six articles de Léon Trotsky — Les problèmes de la Révolution prolétarienne — Le fascisme est-il là ? (1926) — Pas de guerre avant dix ans (1928) — La condamnation du stalinisme — Contre le Parti des Déportations — La fondation de la Ligue syndicaliste — La lutte pour l'Unité syndicale — L'imposture de la radicalisation des masses — Les minorités dans la C.G.T.U. — L'annonce de la crise mondiale (1929) — Le mouvement dit des vingt-deux... de propagande pour l'Unité syndicale — Contre la politique de déflation — Campagnes pour Tom Mooney et Warren Billings, contre les déportations en Espagne — En marge de la tragédie allemande (1933) — L'affaire Victor Serge — La lutte contre les dangers de la guerre — Les grandes journées de février 1934 — Le rassemblement populaire — Le plan de la C.G.T. — Campagne contre l'Union sacrée — Campagne contre la politisation de l'action syndicale — Le magnifique mouvement de juin 1936 — La tragédie espagnole — La tragédie soviétique... — L'accélération de l'Histoire (1937-1939)...*

Ecrire l'histoire de la *R.P.* depuis 1947 est évidemment plus difficile pour quelqu'un qui ne peut pas prétendre au rôle de chroniqueur objectif et impartial. Je m'efforce simplement de concilier la sincérité et la probité intellectuelle. Ne pas dissimuler ce que je pense d'un passé pendant lequel j'ai joué un rôle actif. Ne pas déformer la vérité même lorsqu'elle contrarie mes prises de position. Ne pas outrager, en les méconnaissant, ceux qui ont accepté la bien lourde tâche de continuer l'œuvre du noyau de 1925.

Je ne puis encore fixer de date pour la remise de mon manuscrit. Mais je suis décidé à l'achever aussi rapidement que possible. Mon destin sera-t-il clos comme celui de A. Croix, avant que l'ouvrage soit terminé ? Ce n'est pas impossible. Mais cette fois, il en restera assez pour l'accomplissement définitif... Ce que mon style ne saura traduire, c'est mon émotion en retrouvant les visages de tous les copains qui se pressaient dans le local étroit et poussiéreux du 96, quai Jemmapes : c'est ma passion en retrouvant l'expression de nos luttes souvent efficaces, parfois désespérantes — et c'est de nos anticipations que la réalité n'a pas encore dépassées ; ma fierté d'avoir pendant cinquante ans, été membre d'une équipe qui — tel un personnage d'Ibsen — *voulait bâtir aussi haut qu'on peut monter — et monter aussi haut qu'on a bâti !*

Roger HAGNAUER.

P.S. - Au prochain numéro paraîtra un article de Roger HAGNAUER sur l'Europe « germano-américaine ».

PARMI NOS LETTRES

La dernière grève des P.T.T. est une illustration de ce que je disais ! Profitant de la situation précaire des « vacataires » (qui sont 6.000 aux P.T.T. et 20.000 dans les administrations), l'ultra-gauche avec des éléments C.F.D.T. et P.S., a tenté de déborder la C.G.T. et le P.C. comme en 1974 au P.L.M., sauf que cette fois-ci on dénonçait « les anciens combattants de la grève P.T.T. de 1974 ». Le fond des choses étant basé sur le refus des « diplômés » d'être astreints à un travail manuel !

Il y avait des cantonales à Créteil (gagnées par les communistes !) et un autre de tri neuf ! Ainsi qu'un vacataire licencié depuis octobre 77, qui occupait les lieux depuis cette date !

D'ordinaire, la C.G.T. aide l'administration à « éloigner » les gauchistes ! Comme au P.L.M. où en octobre 77 un inspecteur élève a été licencié pour... indiscipline à la demande d'un supérieur affilié à la C.G.T. !

Finalement, le « vacataire » a occupé le centre de tri une semaine avec quarante amis (pas tous postiers) contre l'avis de 200 postiers F.O.-C.G.T.-C.F.D.T. et inorganisés ! L'administration envoya la police le 30 janvier ! Le 31, le vacataire faisait la « une » de « L'Humanité », pendant que le député communiste de service se faisait siffler au centre de tri de Créteil !

Le scénario est classique ! Les gauchistes s'efforcent de tourner les communistes sur la gauche et rentrent eux-mêmes dans l'engrenage provocation-répression ! Dans ce cas précis, on a essayé de « dramatiser » l'opération à droite comme à gauche ! Mais l'opinion est lassée par les grèves de ce genre.

En 1977, les P.T.T. ont eu 500 grèves locales, une dizaine de grèves catégorielles et deux ou trois grèves « fonction publique ».

En fait, on discerne une lutte entre « intellectuels », anciens étudiants, et « permanents syndicaux », d'une part, et « centralisme parisien » et « régionalisme » de l'autre. La dernière grève consécutive à « Créteil » a été peu suivie (30 % à Paris. Mais ce service de « couverture nationale » a des grèves d'intérêt local car la réglementation interdit « légalement » les grèves sans préavis et les syndicats « nationaux » évitent en ce moment de favoriser la contestation.

Bref, comme d'habitude, les travailleurs « ouvriers » font les frais de l'opération. Mais les syndicats de base s'efforcent d'avoir une certaine vie autonome. Ce n'est pas facile, aucun « appareil » n'y étant très favorable.

***

Par ailleurs, à propos de ma réflexion sur l'opuscule « Marx et Satan », il est à noter que Marx et Bruno Bauer ont codirigé la « Gazette rhénane » durant l'année 1842, et que le beau-frère de Marx (le frère de sa femme) a été ministre de l'Intérieur, de la presse de 1850 à 1858 !

D. FERVET.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

VIVE LE SOCIALISME !

Cet idéal qui a exprimé tous nos espoirs pendant de si longues décennies, ce mot qui résume aujourd'hui les aspirations non seulement de la classe ouvrière des pays avancés, mais aussi du Tiers-Monde sous-développé, faut-il l'abandonner, le rejeter comme un leurre, parce qu'ici et là où une révolution a essayé d'en faire une réalité, elle a abouti à un échec ? Faut-il, parce que nous avons été échaudés, craindre l'eau froide et tout jeter par-dessus bord ? Ne faut-il pas plutôt rechercher les causes des échecs, afin de faire mieux lors des prochaines expériences. Si le socialisme n'est qu'une utopie pernicieuse, alors il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout, accepter le régime capitaliste avec sa division en classes et sa course au profit, et par conséquent soutenir ceux dont le but politique est d'empêcher toute transformation profonde de la société : En France, Giscard, Barre, et, pourquoi pas, Chirac. Or, parmi les révolutionnaires désabusés, personne ne va jusque-là. Cherchant en qui il peut placer sa confiance, Lamizet se tourne vers le socialiste Rocard et le bourgeois socialisant Mendès-France. Est-il donc devenu aussi antisocialiste qu'il le croit ?

Certes, nos positions sont toujours influencées, me semble-t-il, par un a-priori sentimental. J'ai entrepris naguère des études d'ethnologie avec l'idée bien arrêtée d'en obtenir des arguments contre le racisme, et ils ne m'ont pas manqué. De même, lorsque j'examine la question de la valeur du socialisme, c'est avec l'esprir de pouvoir maintenir et approfondir ma foi en lui. Logiquement, il faudrait peut-être agir différemment, tout remettre en cause, examiner d'abord sans aucune idée préconçue, et ne tirer de conclusions qu'après coup. Mais ce qui est logique n'est pas toujours biologique. Néanmoins, je veux demeurer honnête et, loin de chercher à m'en tirer à bon compte, je ne veux éluder aucune question.

Les ouvriers, actuellement, nous dit Lamizet, ne veulent ni ne peuvent planifier et diriger eux-mêmes l'économie. Le fait est qu'on leur a toujours mis dans la tête qu'ils devaient s'en remettre à des dirigeants avertis, ce qu'ils ont trop facilement accepté. Il faudrait au contraire les pousser, les habituer à prendre conscience de leur rôle, à se méfier de tous les chefs. Bien sûr, le pouvoir ne peut être exercé sans délégués : ceux-ci doivent être sous le contrôle permanent de leurs mandants, désignés pour un temps limité, et révocables en tous temps, par la base et non par le sommet. Les assemblées élues doivent délibérer continuellement, contrôler sans cesse. Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » me paraît toujours juste. Ce qui ne l'a pas été, ce fut de vider les Soviets de leur contenu primordial, d'en faire de simples organismes d'exécution des ordres venus d'en haut.

Il y a bien eu en U.R.S.S. révolution et contre-révolution. Le moment du passage de l'une à l'autre est difficile à préciser, ce qui pousse certains à parler de continuité, mais il est un fait, c'est que tout a changé, que la Russie affaiblie par la guerre civile et par son isolement n'a rien conservé de ce qui avait été la raison d'être de la révolution, si ce n'est un verbiage superficiel. Comment affirmer que les choses se seraient passées de même si la révolution s'était produite dans un ensemble de pays capitalistes avancés ? C'est avoir une idée bien défavorable du prolétariat. Oui, croire ou non à la possibilité d'une révolution qui ne déviera pas est, pour une part importante, une question de foi. Mais ce qui maintient la mienne, ce sont les saines réactions qui se sont produites ici et là, à Budapest, à Prague. « Pourquoi le prolétariat ne fait-il jamais le pas nécessaire ? », me demande Duperray. Mais il l'a fait en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Dans ces deux pays, des communistes sincères ont voulu redresser la situation, redonner au socialisme un visage humain, au prolétariat le pouvoir et la liberté. A aucun moment ils n'ont voulu rétablir le capitalisme. On ne peut songer qu'avec un profond regret au sursaut salutaire que la réussite de leur mouvement aurait pu susciter parmi les travailleurs du monde entier. Mais ces magnifiques explosions ont été écrasées, anéanties, par les dirigeants de l'U.R.S.S. dégénérée. Ceux-ci, loin de compter sur leur échec en laissant se faire l'expérience afin d'en être en fin de compte les bénéficiaires, les ont au contraire empêchées parce qu'ils avaient bien trop peur que leur réussite prouve l'inutilité de la bureaucratie et de son système de répression.

Néanmoins, malgré la pression de l'U.R.S.S., il y a parmi les Etats dits socialistes une grande variété au point de vue des libertés, et Duperray me demande de préciser davantage. Il serait en effet intéressant de faire une étude approfondie de la question, mais un article n'y suffirait pas : c'est un livre qu'il faudrait écrire, après avoir réuni une documentation considérable. Je crois cependant avoir apporté à ce sujet quelques éléments dans mes articles : que l'on veuille bien, par exemple, comparer ce que j'ai écrit sur l'Albanie en octobre 1972, et sur la Bulgarie en octobre 1977.

Certes, il est plus facile aux ouvriers polonais d'obtenir une église neuve qu'un avantage social, car dans le premier cas la bureaucratie se sent moins menacée. Mais les ouvriers polonais ont aussi lutté pour un changement de leur sort, à Poznan, à Varsovie et ailleurs, ceci malgré les réactions d'une bureaucratie craignant comme la peste tout mouvement qui, en se développant, pourrait la balayer. Il est vrai, comme le dit encore Duperray, que la mort d'un dictateur fasciste amène souvent, dans les pays capitalistes, la fin du fascisme, tandis qu'au contraire, dans les pays dits socialistes, un dictateur qui meurt est vite remplacé. Ceci me paraît facile à comprendre : que le régime politique soit fasciste ou démocrate, le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas en cause. Elle a même intérêt, de temps en temps, à changer de système pour mieux maintenir sa domination. Au contraire, il suffirait qu'un mouvement prolétarien dans un pays de l'Est réussisse pour que la bureaucratie s'y effondre définitivement, aussi s'acharne-t-elle à conserver un pouvoir dictatorial, et à écraser toute révolte venant de la classe dont elle prétend être le guide irremplaçable. Et le jour où le prolétariat sera le plus fort, le jour où un printemps de Prague, ou d'ailleurs, triomphera, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas espérer un régime planifié dans la liberté. En quoi la mise en commun des moyens de production et d'échange devrait-elle fatalement amener l'écrasement de toute pensée libre ? La cause de cet écrasement tel qu'il s'est produit jusqu'à présent me paraît résider dans les conditions particulières de l'U.R.S.S. ou des pays

asiatiques qui ont adopté le communisme plus récemment, et dans le poids que l'U.R.S.S. fait peser sur les démocraties populaires d'Europe. Quant à ce que devrait être un régime de socialisme libertaire, il faut en discuter, il faut se libérer de cette idée qui a trop souvent été la nôtre, que l'on verra bien après la révolution. Et chacun doit pouvoir apporter sa collaboration, selon ses capacités, dire son mot sur ce que devrait être l'organisation future, quel devrait être le rôle des syndicats, celui des soviets ou des autres organismes qu'il faudrait créer. En ce qui me concerne, je suis loin d'avoir la compétence de Louzon en matière économique : ce qui m'intéresse profondément, ce sont les problèmes humains. Aussi ne puis-je dire s'il serait souhaitable ou non de maintenir une économie de marché ou des mécanismes de libre entreprise et de libre concurrence pour garantir la séparation des pouvoirs et les libertés. Il est bien possible que oui. Cependant, je constate qu'en Yougoslavie, pays qui a fait des efforts méritoires pour réaliser une forme originale de socialisme, la décentralisation de l'économie a coïncidé avec le développement du chômage et la nécessité d'envoyer de nombreux travailleurs à l'étranger, sans que je puisse affirmer qu'il y a entre les deux faits rapport de cause à effet. Il faudrait peut-être se souvenir aussi de ce que disait, avant la guerre, Georges Valois, dont la personnalité et l'évolution ont été très critiquées, mais qui a eu au moins cette idée originale : nécessité de créer en face des organisations des producteurs celles des consommateurs, celles-ci devant empêcher celles-là d'acquérir une trop grande puissance.

Je ne nie nullement la difficulté de résoudre toutes ces questions, et bien d'autres, mais en dehors de la prise du pouvoir par les travailleurs et de la planification de l'économie, je persiste à ne pas trouver de solution. Les ouvriers peuvent-ils, par le seul syndicalisme, empêcher ou seulement ralentir la course à l'abîme ? Le syndicalisme peut procurer des avantages matériels lorsque la bourgeoisie est assez riche pour accepter de les accorder aux travailleurs, mais en aucun cas il n'a empêché une guerre d'éclater. Pas même à Munich en 1938, car si la guerre a reculé à cette époque (pour mieux sauter, d'ailleurs) c'est parce que les bourgeoisies française et anglaise ne se sentaient pas prêtes et se sont accordées à elles-mêmes un délai, en capitulant momentanément devant Hitler. Les travailleurs ne pouvaient lutter efficacement contre la guerre qu'en combattant dans tous les pays à la fois, pour un changement de régime. Mais ici, Charbit nous dit que « le capitalisme n'est pas seul à porter la guerre dans ses flancs ». La question est d'importance. Je suis persuadé que la guerre de 1939-1945 devait éclater de toute façon, parce que l'impérialisme allemand, sous la conduite d'Hitler, était décidé à prendre sa revanche de 1918. Le pacte Hitler-Staline n'a pu, au pire, que hâter les choses, et ce n'est pas certain, car la crise germano-polonaise avait été déclenchée par Hitler avant qu'il soit signé. La seconde guerre mondiale a bien été une guerre typiquement impérialiste, avec toutefois un élément nouveau : l'un des camps était fasciste, l'autre démocrate bourgeois. Mais dans la période actuelle, nous commençons à voir des conflits éclater entre Etats qui se réclament du socialisme : Vietnam contre Cambodge, Ethiopie contre Somalie. Mais les pays concernés sont-ils vraiment socialistes ? Ils ne font que réaliser, au mieux, un capitalisme d'Etat que nous combattons. Leur idéologie n'est pas celle qu'auraient de véritables pays socialistes, et ils se laissent encore agiter par de stupides questions de frontières. Donc, sans en avoir la preuve dans ma poche naturellement, il me semble qu'en régime capitaliste la guerre est une fatalité, tandis qu'après une révolution qui se veut socialiste elle n'est qu'un accident anachronique que rend possible seulement le caractère frelaté du socialisme dans des pays qui n'y étaient que trop peu, ou pas du tout préparés.

Mais si les communistes français prenaient le pouvoir et instauraient en France un régime stalinien ? Ah, voilà la grande question posée. Pour ma part, je n'y crois guère. Je pense qu'en France comme en Italie et en Espagne, les communistes sont tout simplement désireux de participer à la gestion des affaires du capitalisme, et que ce dernier finira par les accepter comme il a accepté naguère les social-démocrates. Le socialisme révolutionnaire n'existe plus chez eux, et si la révolution a lieu, elle sera faite par d'autres. Mais quand bien même je serais dans l'erreur à ce sujet, à quoi sert-il de vivre dans la frousse perpétuelle du stalinisme ? Après comme avant, la lutte continuerait, avec des moyens appropriés, pour un socialisme purifié, comme elle se produit actuellement dans l'Europe de l'Est. Et de toute façon, ce ne sont pas les méthodes du syndicalisme révolutionnaire, qui reste à l'écart des luttes politiques, qui pourraient empêcher le processus de s'accomplir. Je ne vois donc pas d'autres moyens, finalement, de vaincre l'imposture historique que constituent le stalinisme et ses succédanés que la lutte pour le socialisme, un socialisme qui sera réalisé par le prolétariat et pour lui. Et tout bien pesé, je crois devoir rester fidèle à l'idéal auquel j'ai adhéré dans ma jeunesse, et pouvoir encore crier, sans fanatisme ni illusions excessives : « Vive le Socialisme ! »

Jacques GALLIENNE.

ATTENTION ! Prenez note

Le Samedi 13 Mai, à 15 heures, à Paris, 75007, 78, rue de l'Université - Métro : Solférino

(salle des Nymphes ou salle Neumyer, au fond de la cour à droite

RÉUNION DES ABONNÉS DE LA R.P.

Chaque lecteur et ami de la « R.P. » (abonné ou non) y est cordialement invité pour un échange de vues sur le présent et sur l'avenir possible de notre revue.

Venez-y, ou bien, si vous êtes vraiment empêché, écrivez-nous pour nous dire ce que vous pensez de notre travail collectif et des moyens de l'améliorer.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Les élections législatives françaises n'ont guère passionné l'opinion aux Etats-Unis. Il y a bien eu quelques articles et quelques commentaires dans les journaux, surtout tant qu'une vraie victoire de l'Union de la gauche paraissait plausible. La grande presse, conservatrice dans son immense majorité, lançait alors de sombres avertissements. Une victoire de la gauche après « l'abdication » de François Mitterrand devant les exigences de Georges Marchais, selon les termes mêmes de *TIME*, qui les résume tous, aurait permis aux communistes de dominer le gouvernement et bientôt de contrôler l'économie entière par le biais de la nationalisation des « holdings ». Ces craintes furent vite dissipés par les résultats du second tour de scrutin. Les multinationales et les classes possédantes allaient pouvoir continuer à jouir en France de rentes de situation sans équivalent dans l'Europe occidentale. Les observateurs québécois se montraient plus nuancés et plus au courant des réalités françaises. Ils soulignaient, que depuis quarante deux ans, depuis le Front Populaire, la France n'avait jamais eu de véritable gouvernement de gauche, quelque peu représentatif de l'opinion des classes salariées. Ils indiquaient à leur public l'intensité du désir de changement et la lassitude des travailleurs dont le niveau de vie se dégrade de plus en plus rapidement. Si les bénéfices des grandes entreprises ne sont pas menacés, le chômage et l'inflation vont cependant continuer de faire rage, indiquaient-ils, et ils se demandaient si Giscard et sa majorité, déjà bien divisée, sauraient convaincre l'opinion de se rallier aux thèses de sa *Démocratie Française* selon lesquelles les réactionnaires se trompent d'époque, les communistes proposent le mauvais système pour moderniser la vie politique en France et les socialistes choisissent la mauvaise méthode.

Les journalistes de tous bords se plaisaient surtout à ironiser sur le manque de sérieux des hommes politiques français qui adorent se livrer à d'improbables spéculations sur les combinaisons parlementaires possibles, plutôt que de s'assurer des faits de la vie collective (chômage, inflation) et d'envisager les moyens pratiques d'en corriger les désastreux effets. Puis encore le conservatisme de l'opinion publique leur paraissait contraster de manière comique avec la démagogie des programmes électoraux, qui finalement effrayait plus d'électeurs qu'elle n'en convainquait.

Pour ma part les élections m'ont donné l'occasion de vérifier une fois de plus que les affaires françaises ne soulevaient presque plus ici aucun intérêt dans le milieu universitaire. Avec le concours d'un collègue historien, bon connaisseur de la France du Midi et du parti radical, d'un collègue qui enseigne les sciences politiques, ancien fonctionnaire du Bureau International du Travail, j'avais organisé, entre les deux tours de scrutin, une table ronde sur les élections législatives. Cette discussion avait été annoncée à l'avance par des affiches et un article informatif dans le journal de l'Université. Eh bien, en dépit de l'intérêt d'actualité du débat, de la compétence des participants, notre table ronde n'a attiré que six personnes dans une université qui compte environ 25.000 étudiants et professeurs. Le seul côté positif de cette expérience c'est l'aveu par les étudiants présents de leur profonde ignorance de ce que sont ou de ce que voudraient être le sociailsme et le communisme. Pour ces jeunes gens, socialisme et communisme sont encore des épouvantails dont on les a habitués à se détourner sans se donner la peine d'en examiner les tenants et les aboutissants. L'idée que beaucoup de Français puissent voter communiste, en manière de protestation contre le *statu quo*, leur semblait d'une incompréhensible légèreté. J'ose croire que notre discussion leur a quand même été utile en leur révélant qu'il y avait peut-être des alternatives au mode capitaliste d'organisation de la société et des rapports entre les personnes.

Mais c'est là où la compréhension entre Européens et Américains devient difficile. Les Français, dans leur ensemble, Alain Peyrefitte le déplore même dans *Le Mal Français* ne croient pouvoir trouver de remèdes à leurs maux que par une solution politique globale : que ce soit la restauration de l'Etat et de son intégrité à la mode néo-gaulliste, que ce soit par l'application intégrale du programme de l'Union de la gauche.

Les Américains en général ne mettent en question ni la structure de la société ni ses superstructures politiques. Mais ils sont bien persuadés qu'il est possible d'en améliorer le fonctionnement par l'action délibérée des groupes de pression de toutes sortes parmi lesquels il faut compter les syndicats.

C'est ainsi, par exemple, que depuis 1953 les dockers du port de New York ont obtenu que soit inscrite dans leur contrat collectif une clause qui leur garantit un salaire annuel de l'ordre de 90.000 francs quel que soit le nombre de jours pendant lesquels ils sont effectivement employés. Chaque matin ils se présentent au centre d'embauche, ils insèrent leur carte de travail dans un ordinateur qui leur indique soit leur affectation pour la journée soit leur délivre un reçu leur permettant de toucher la valeur d'une journée de travail au tarif syndical minimum. Dans ce métier où régnait naguère la plus grande insécurité de l'emploi, de la stabilité a été introduite, transformant une profession dangereuse à plus d'un égard en une corporation comme une autre qui enfin nourrit son homme. Ce genre de réalisations et de pragmatisme n'ont guère de chances de s'acclimater en France où les réussistes spectaculaires semblent réservées à ceux qui ont fait leur éducation dans l'armée, les camps de concentration ou la police, c'est-à-dire dans des milieux où l'obéissance passive, le respect des autorités, quelles qu'elles soient, sont plus payantes que la libre discussion contractuelle.

Nous savons tous que le consommateur français se trouve parmi les plus cyniquement exploités au monde grâce à la collusion entre les milieux qui dirigent la politique du pays et les commerçants. Mais, en dehors des publications spécialisées, il est rare de tomber sur des exemples précis illustrant cette situation. Récemment, un communiqué de presse annonçait qu'à compter du 1er février 1978 le prix du litre d'essence « super » allait passer, en France, de 2,37 F à 2,42 F. Or, aux Etats-Unis, pourtant tributaires comme la France des pays arabes, pourtant dépendants, comme la France, des mêmes multinationales du pétrole, peu inclinés à la philanthropie, le litre d'essence de même qualité se vendait — en février 1978 — approximativement 0,87 F, soit 2,78 fois moins cher qu'en France. Ainsi même dans le cadre du système capitaliste, sous le règne du marché, les Français n'arrivent pas à obtenir des classes possédantes et dirigeantes des conditions de prix — et donc de vie — qu'elles peuvent consentir, tout en se réservant de substantiels profits, ailleurs. De ce fait, la bourgeoisie de notre pays jouit d'une véritable rente de situation, résultant du contrôle qu'elle exerce, par l'intermédiaire de l'Etat, sur le marché des produits importés. Cette rente ne correspond à aucun service effectivement rendu et explique que l'éventail des revenus est beaucoup plus largement ouvert, en France, que dans les autres pays industriels.

Les privilèges exorbitants des classes possédantes et dirigeantes expliquent aussi leur mépris pour le

révolutionnarisme tout verbal de tant d'organisations dites ouvrières en même temps que le pacifisme qu'elles éprouvent à la seule idée qu'un gouvernement un peu plus représentatif de l'opinion et des intérêts des travailleurs pourrait exercer le pouvoir.

Je ne saurais dire si le langage que tenait le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, l'automne dernier à Québec est le fidèle reflet de ce qu'on pense, en France, dans les milieux dirigeants. Mais on peut certainement considérer comme un ballon d'essai, lancé sous forme de boutade, sa remarque selon laquelle dans l'éventualité d'une victoire de la gauche aux élections de mars, « il y aurait alors une fuite éperdue des capitaux et des cadres français dont le Québec pourrait bien profiter ». En réalité, ce serait une catastrophe pour le Québec démocratique et égalitaire que René Lévesque et son parti s'efforcent de faire naître. Mais il y a bien peu de chances que « les princes qui nous gouvernent » et les « saintes familles » qui les soutiennent réussissent jamais à emporter avec eux des capitaux qui ne valent que par leur investissement dans les moyens de production et d'échange, et plus encore à faire accepter leurs douteuses compétences et leur immense orgueil dans un pays qui refuse de plus en plus énergiquement toute tutelle de pseudo élites étrangères.

***

Les enseignants américains, surtout aux niveaux primaire et secondaire, ont une réputation et un prestige des plus ambigus. Tantôt on attend d'eux des miracles, tantôt on les traite comme s'ils n'étaient rien d'autres que de simples matons des chiourmes scolaires. Cette attitude n'est pas nouvelle et déjà Jefferson et Benjamin Franklin notaient candidement que quiconque a échoué dans ses études peut toujours ouvrir une école élémentaire du moment que lui-même a appris les rudiments. Ce n'est que vers 1840 que les premières écoles normales furent fondées, visant à enseigner systématiquement aux futurs instituteurs les matières qu'ils devraient eux-mêmes faire comprendre à leurs élèves. Ces écoles normales inscrivirent aussi à leur programme la pédagogie, ainsi que l'art de maintenir la discipline dans la salle de classe. En outre, tout comme en France, les écoles normales tendaient souvent à considérer leurs élèves comme des novices qu'il fallait endoctriner, pénétrer du sens de leur mission, du caractère quasi sacré de leur profession, bon moyen de leur faire oublier les aspects moins exaltés de leur métier et des conditions matérielles réelles de son exercice.

Pourtant, jusqu'à la fin des années 1960, l'enseignement n'a pas vraiment réussi à attirer, en Amérique, les meilleurs étudiants. C'est que l'enseignement, à cause de l'accroissement spectaculaire de la population, demeurait une carrière ouverte, une des voies d'accès les plus faciles à une profession « intellectuelle », donc valorisante même si elle demeurait fort mal rétribuée. Le recrutement des enseignants était assez peu sélectif et souvent c'étaient des gens qui avaient échoué ailleurs, qui n'avaient pu entrer dans les écoles spécialisées, écoles commerciales, écoles techniques d'ingénieurs, école de droit, de pharmacie ou de médecine, ou bien jeunes personnes qui n'avaient pu trouver un parti convenable qui, faute de mieux, suivaient quelques cours de pédagogie afin de pouvoir se mettre sur les rangs pour pouvoir remplir les nombreux postes nouvellement créés.

Pourtant, à la même époque, toute une propagande, de plus ou moins bonne foi, affectait de voir dans l'enseignement la clé du progrès indéfini de la future société d'abondance et dans les instituteurs et les professeurs les architectes de la cité future. Cela n'empêchait pas qu'on continuât de très mal payer les enseignants et qu'on tentât de leur faire endosser la responsabilité de tout ce qui se mit à aller de travers dans la politique et l'économie de la société américaine. La baisse de natalité, un certain désenchantement quant aux vertus de l'éducation, transformèrent radicalement la profession enseignante au début des années 1970. Soudain les débouchés disparurent, les grandes espérances quant à l'avenir s'évanouirent et les blâmes se firent plus nombreux adressés aux autorités. Le public américain se demandait, par exemple, pourquoi, en dépit de tout l'argent dépensé en constructions scolaires, en matériel, en recherches pédagogiques, « Johnny ne savait toujours pas lire », et devait aller faire la guerre, pour d'obscures raisons, dans des jungles lointaines. Devant cette situation nouvelle, les enseignants américains décidèrent de renoncer à jouer les petits saints ou les martyrs de la science. Ils refusèrent la responsabilité du progrès matériel et moral d'une société qu'ils influencent en fait si peu. Par contre, ils exigèrent de meilleures conditions de travail, des salaires décents, le droit de contrôler l'accès à leur profession, celui de limiter le nombre des impétrants, et d'organiser de façon plus pratique la formation des futurs enseignants, grâce, notamment, à la généralisation des stages pédagogiques en cours d'études. Pour atteindre ces buts, les enseignants sont entrés en masse dans les syndicats grâce auxquels ils ont vite découvert les vertus des conventions collectives et la valeur persuasive, auprès des employeurs réticents, d'une grève déclenchée au moment opportun et poursuivie sans faiblesse avec l'appui matériel et moral des centrales syndicales A.F.L.-C.I.O.

Pierre AUBERY.

Nous nous excusons, faute de place, de remettre la fin de l'article : « Idéologie et lutte de classe aux P.T.T. » de Daniel SERVET, **au prochain numéro.**

A TRAVERS LES LIVRES

NOTE CONJOINTE SUR DEUX LECTURES

Pour la première lecture, il s'agit de l'*Histoire du mouvement anarchiste* — 1945-1975, de Roland Biard, Editions Galilée 1976.

Ce livre m'a beaucoup appris et intéressé. Conclusion, en deux points, de l'auteur : « Le socialisme libertaire redevient à l'ordre du jour ; les anarchistes n'y sont d'ailleurs pour rien. » Sur le premier point, c'est vrai que le socialisme libertaire — qui n'a jamais cessé d'être à l'ordre du jour de *La Révolution Prolétarienne* — revient de loin et connaît un renouveau, mais ce renouveau a déjà de la bouteille : *La jeunesse du socialisme libertaire*, de Daniel Guérin, par exemple, est de 1959. Sur le deuxième point, l'auteur n'est pas tendre pour les anarchistes dont il dénonce impitoyablement : le sectarisme, le dogmatisme, l'autoritarisme, le dirigisme, l'arbitraire, le bureaucratisme, l'intolérance, l'ostracisme, l'électoralisme, l'élitisme, l'avant-gardisme, le culte du chef, le culte de la personnalité... J'en passe peut-être. On a envie de crier : assez ! encore qu'il n'est pas sûr, hélas ! que la liste soit complète ; je pense, par exemple à l'antisémitisme dans lequel, par haine de Marx, plus d'un anarchiste — et non des moindres — s'est abominablement vautré. Encore aussi que, sur les qualités que l'auteur leur reconnaît à l'occasion — le sens de la fraternité, par exemple — son livre projette parfois sur ce dernier un drôle d'éclairage.

Donc, pas de quoi jouer les fiers à bras. Mais pas de quoi, non plus, à mon avis, jeter par-dessus bord, comme y songeraient, paraît-il, certains courants, l'« épouvantable » étiquette « anarchiste ». Ce n'est tout de même pas l'anarchie qui a mérité le qualificatif de « plus froid des monstres froids ». Et ces anar que Roland Biard nous présente comme des « ennemis irréductibles de tous les libéralismes, réformismes, démocratismes, ne sont pas tous si « repoussants » que ça : Emile Armand et son anarchisme « évolutionnaire », Charles Auguste Bontemps et sa dénonciation du « préjugé » révolutionnaire, Maurice Fayolle qui, s'il ne se refuse pas a priori à utiliser la violence, refuse par contre de considérer celle-ci comme le seul moyen de construire une société libertaire, l'ORA et son aspiration à la suppression de toute violence, même si cette organisation pose le préalable nécessaire d'une révolution sociale violente (comme si on pouvait mettre fin à la violence par la violence ! Laissons ça à Bigeard et à Massu), et Gaston Leval pour lequel, d'après Biard, la société future repose sur trois éléments préexistant dans la société capitaliste et déjà développés sur une vaste échelle : les coopératives, les syndicats, les municipalités...

A propos de Gaston Leval, en particulier, je partage tout à fait son sentiment selon lequel si les gens pouvaient être conscients à la fois des étroites limites actuelles de l'action coopérative, syndicale, municipale (son maître Bakounine les a bien montrées, ces limites, en ce qui concerne le mouvement coopératif) et des perspectives autrement larges de ces mêmes actions dans la vie de tous les jours dans un environnement socialiste libertaire, nul doute que nos idées seraient accueillies avec plus de faveur. Mais encore faudrait-il, compléterais-je, que nous œuvrions réellement dans ce sens. Car nous sommes, même dans nos milieux — et le livre de R. Biard le montre très bien — tellement conditionnés par nos vieilles structures centralisatrices, hiérarchisées, autoritaires que, dérision ! il arrive qu'on discute dans la presse libertaire des abus possibles de la liberté ! Un comble ! Que n'y montre-t-on plus souvent comment, dans de nombreux domaines, il serait facile, si nous le voulions vraiment, d'enlever, simplement, sans tambours ni trompettes, sans rien casser (sinon sans rien bousculer), leur carapace centralisatrice, hiérarchisée, autoritaire à certaines de nos réglementations et institutions, pour respirer tout de suite un air plus salubre, en substituant, par exemple, dans le domaine administratif, à la décision du prince, un contrat négocié, ou en asurant, dans le domaine judiciaire, l'indépendance réelle des magistrats, dans le domaine de l'enseignement, celle des enseignants...

Donner aux gens le goût de respirer un air plus salubre, n'est-ce pas répondre à l'attente de multitudes qui, de plus en plus nombreuses, désirent que ça change vraiment ?

A propos de ce désir et parfois de cette volonté de changement, j'ai été très intéressé aussi — et j'en arrive à ma deuxième lecture — par l'entretien de Charbit avec la C.N.T. de Toulouse, entretien reproduit dans la *R.P.* de décembre dernier : « Si on veut changer la société, il faut avoir du courage. » Très intéressé, mais surpris tout de même par cette abrupte condamnation de Bakounine : « Pour supprimer tous les pouvoirs, il faudrait rendre tous les hommes parfaits. » Peste, comme il y va, Charbit ! Ne risque-t-il pas, sur sa lancée, de déraper dans la trace de Simone de Beauvoir qui vient de faire — en 1978 et toute seule ! — personne ne l'avait dit avant elle ! — cette éblouissante découverte : « Le socialisme n'est qu'un rêve. » (Après « Les anti-communistes sont des chiens » de Sartre, le couple célèbre nous comble !)

Mais je reviens à Charbit. Rendre les hommes parfaits pour que ça change ? Changer les hommes ne serait-il pas suffisant ? Et changer les hommes, est-ce impossible ? L'homme ne change-t-il pas tous les jours, continuellement, sous nos yeux ? A quels changements vertigineux dans les comportements humains n'ont pas assisté les hommes de la génération de Charbit et de la mienne et même beaucoup plus jeunes, au fur et à mesure que la société se transformait ? Peut-il en être différemment à l'occasion des transformations sociologiques à venir ? Comment les hommes de la société libertaire pourraient-ils ressembler aux hommes de la société étatiste ? Et comment, chez des hommes qui ne seraient plus des hommes s'ils ne portaient plus en eux l'increvable amour de la liberté, la prise de conscience du caractère de plus en plus monstrueux de cette société (rappelez-vous l'image terrifiante qu'en donnait George Orwell dans « *1984* ») ne serait-elle pas, naturellement, tôt ou tard, le levain de ce nouveau changement ?

Travaillons-y en tout temps, en tout lieu et en toute sérénité, clairement, à visage découvert. R. Biard nous rappelle la préférence de Ch.-A. Bontemps pour le camouflage et le noyautage. Ce sont des mots et des procédés déplaisants. Pas question de laisser nos penseurs au vestiaire, moins encore de nous abriter et encore moins de nous dissimuler derrière des cautions bourgeoises, bien que je ne voie pas pourquoi, lorsque celles-ci existent, nous dédaignerions d'en faire état et de prendre notre bien partout où nous pouvons le trouver. Je préfère, quant à moi,

lire dans Soljenitsyne que « le premier devoir de ceux qui éduquent les adolescents est d'élever en eux le citoyen, c'est-à-dire l'homme hostile au pouvoir », que de lire dans la presse libertaire que, du témoignage de Soljenitsyne, nous n'avons que foutre.

Alors, l'anarchie, au lieu d'apparaître comme un rêve inaccessible ou un désordre sanglant, sera pour quelque chose dans la construction de la société libertaire de demain, et Roland Biard devra, j'espère, modifier sur ce point la réédition de son livre.

Jean TEILHAC.

DICTIONNAIRE BIBLIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

publié sous la direction de Jean Maitron

Tome XV, De la Commune à la Grande guerre, de Ras à Z. Les Editions ouvrières, 12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75013 Paris.

Avec la publication du tome XV du Dictionnaire, Jean Maitron arrive au terme d'une grande étape de son travail, puisqu'il en termine la troisième partie. Ce nouveau tome du Dictionnaire relate l'activité de plus de 2.100 militants dont l'immense majorité est composée des inconnus qui font pourtant l'essentiel du travail souterrain qui permet l'évolution sociale. C'est, il est bon de le répéter une fois encore, le grand mérite de Jean Maitron de rendre hommage aux obscurs du mouvement ouvrier qui ont souvent payé et peiné autant que les leaders. Mais le Dictionnaire est plus que cela, bien entendu, c'est un instrument indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier, historiens, journalistes, militants. Pour les camarades qui se plongeront dans la lecture de ce tome XV, signalons quelques noms susceptibles de retenir leur attention : Ravachol, Elisée Reclus, Paul Reclus, Jacques Sadoul, Marcel Sembat, Séverine, le peintre Paul Signac, Georges Sorel, théoricien du syndicalisme révolutionnaire, Soudy, de la Bande à Bonnot, le poète Laurent Tailhade dont la biographie est particulièrement émouvante, Gaston Tessier, de la C.F.T.C., Albert Thomas, Joseph Tortelier, le propagandiste de la Grève générale, les deux Vaillant : Edouard, le député, et Auguste, l'auteur de l'attentat à la Chambre en 1893, Jules Vallès, Marcel Vergeat, Zo d'Axa, Alexandre Zévaès, etc. Cette énumération montre à elle seule la variété infinie du Dictionnaire. Naturellement, pour la *R.P.* où les correcteurs sont nombreux, faisons une place à Pierre Ruff, à Georges Yvetot et surtout à Albin Villeval, qui donna son orientation libertaire au syndicat des correcteurs. Naturellement, il ne faut pas oublier de nommer Alfred Rosmer.

Et pourquoi ne pas citer aussi cet inconnu, Charles Simon, compagnon de Ravachol, « un type amusant d'apprenti parisien, risque-tout et blagueur, toujours prêt à faire le coup de poing, le coup de feu ou le coup de dynamite », anarchiste, « tué lors d'une révolte des forçats des Iles du Salut, le 23 octobre 1894 », à l'âge de 21 ans.

Yves BLONDEAU.

ON CHANTAIT ROUGE

de Charles TILLON (chez Robert Laffont)

Nous avons reçu avec une dédicace cordiale le gros livre de Charles Tillon. Il est en mains. Personnellement, je l'avais lu déjà dès sa parution, intéressé que je suis par les mémoires de ces ex-membres du parti communiste. Ils ne nous réjouissent pas tous ; certaines même nous rebutent dès leurs premières pages. Ce sont ceux qui, membres de l'appareil du P.C., n'ont pas dépouillé le vieil homme ; ils gardent l'empreinte du stalinisme.

Tillon a pourtant eu, dans le P.C., les plus hautes responsabilités et, à ce titre, il a avalé bien des choses innommables. Peut-être en a-t-il commises ? Pourtant, il suffit de le lire pour être convaincu que « c'est un homme », qu'il est resté un militant de la classe ouvrière. Certes il a eu des expériences que la plupart d'entre nous n'ont pas eues. Ils nous est certainement arrivé d'être ses adversaires. Mais son comportement et le ton de son livre ne trompent pas. Ils sont ceux d'un camarade.

Son livre est à lire. La jeune camarade qui s'est emparée de l'exemplaire qu'il nous a amicalement envoyé nous dira ce qu'elle en pense.

R. G.

LE LIBAN MARTYR

LE LIBAN MARTYR — Depuis vingt-huit ans, j'ai continuellement essayé d'expliquer aux lecteurs de la « R.P. » que la situation du Moyen-Orient ne pouvait qu'empirer. Nous sommes maintenant en plein gâchis, et ce n'est pas fini.

J'ai cependant espéré, comme tout le monde, que l'initiative de Sadate allait déclencher un processus de paix. Il a fallu vite déchanter : Aux deux revendications du monde arabe ; retrait des territoires conquis en 1967, et création d'un Etat palestinien, Begin a répondu non. C'était pourtant le minimum de ce que les Arabes pouvaient demander.

Alors les Fedayin ont de nouveau entrepris une action de terrorisme aveugle : action odieuse, j'en conviens, puisqu'elle a causé la mort d'innocentes victimes, et insensée, car elle a nui à la cause des Palestiniens, mais action désespérée d'un peuple qui estime n'avoir plus rien à perdre. Begin a alors saisi l'occasion et a envahi le Sud-Liban jusqu'au Litani. Nécessité de défendre la sécurité d'Israël ? Mais Israël ne sera jamais en sécurité tant qu'il n'aura pas reconnu les droits des Palestiniens. A la paix, Begin a préféré l'expansion. Peut-être la pression américaine l'obligera-t-elle à évacuer ce qu'il vient de conquérir, et encore ce n'est pas sûr. Mais cette dernière conquête israélienne s'ajoute à la multiplication des colonies sionistes dans les territoires occupés. Et les paysans du Sud-Liban fuient vers Beyrouth, tandis que des Fedayin relpiés dans les ruines d'un château des Croisés harcèlent les soldats de l'Etat israélien. Le Liban avait bien besoin de cette nouvelle saignée.

Et ensuite, où s'arrêtera l'expansion ? Avez-vous remarqué cet article paru en deuxième page du « Monde », dans lequel une Sioniste déclare que la Transjordanie aurait dû dès le début faire partie du Foyer National Juif ? Tout ceci plonge dans le désespoir une partie des Arabes, comme ce Syrien émigré en Amérique qui me disait : « Je suis venu ici parce qu'il n'y a plus d'avenir pour nous en Orient. Israël prendra tout. » Mais il y a aussi ceux qui ont la volonté de lutter jusqu'à la mort, avec une énergie farouche. Et de cette lutte pourrait bien venir tôt ou tard, comme le prévoyait Louzon, la guerre mondiale qui plongera le monde entier dans le chaos.

J. G.

ENTRE NOUS

La parution de la « R.P. » a été retardée par la marée noire électoraliste. La décantation étant faite, nous présentons un numéro mars-avril. Et nos discussions peuvent et doivent reprendre.

La péripétie électorale et sa conclusion ne sauraient certes, en quoi que ce soit, infléchir notre orientation. Mais le mouvement syndical en est indirectement touché et, comme syndicalistes ouvriers, nous avons à donner notre opinion sur l'événement, ou nos opinions comme il est habituel dans cette revue.

Dans son précédent numéro, un camarade, volontairement provocateur, avait intitulé son article : « A bas le socialisme ? », proposant un lessivage complet, une mise à jour, non seulement de notre vocabulaire, mais même de beaucoup d'idées généralement reçues « à gauche ». La réplique ne s'est pas fait attendre et on la lira aujourd'hui sous un titre qui allait de soi : « vive le socialisme ! »

Sur ces questions et sur toutes les autres, la vieille « R.P. » joue ainsi son rôle de tribune libre pour militants syndicalistes révolutionnaires.

Chacun de nous a le droit d'écrire ce qu'il pense, au moment même où il le pense, sans autre contrainte que celle qu'imposent le nombre réduit de nos pages et aussi, évidemment, le respect d'une opinion différente et de son droit égal à l'expression. Personne chez nous n'a quelque chose à perdre dans cette franchise ; la recherche constante de notre vérité a tout à y gagner. Est-il besoin de dire que cette confrontation se fait dans la fraternité, que nous laissons aux hommes de la classe politique qui viennent encore de s'illustrer, les roueries et les invectives après ou avant les poignées de main hypocrites ?

La situation interne de notre « R.P. » nous a fait penser qu'un contact avec nos amis abonnés était nécessaire comme consultation de ce qu'on pourrait appeler, sans dérision, notre base. C'est pourquoi nous vous invitons à prendre connaissance, dans ce numéro, de la date et du lieu d'une prochaine réunion d'abonnés. Chaque ami lecteur y est cordialement invité.

Nous aurons aussi à discuter de notre situation financière : son équilibre conditionne tout le reste et l'on sait suffisamment que, de ce point de vue, nous ne sommes jamais sortis de nos difficultés. Où en sommes-nous ? La ponctualité et la générosité de nos amis, à la fin de 1977 et au début de 1978, nous ont permis de respirer un peu et d'acquitter toutes nos factures de 1977. Mais il y en a eu d'autres depuis et notre trésorerie souffre en largeur. Notre silence un peu prolongé, après notre numéro de février, n'a pas arrangé les choses. C'est pourquoi nous vous offrons seulement un numéro mars-avril. Ce silence a quelque peu endormi l'intérêt et la vigilance des camarades. Nous les appelons au réveil.

Au réveil pour se remettre à alimenter le contenu vivant de notre revue. Au réveil pour se mettre à jour avec sa caisse défaillante, pour reprendre la souscription permanente, pour faire des abonnements d'essai, pour augmenter le réseau d'abonnés, pour redonner un espoir nouveau aux camarades qu'une défaite électorale a pu abattre parce qu'ils avaient mis leur confiance ailleurs qu'en eux-mêmes et en leur propre effort.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1978

RECETTES :

Abonnements ordinaires :	1.596,29	
Abonnements de soutien :	1.794,20	
		3.390,49
Souscription		809,60
Vente au numéro		31
Pour E.S.		80
TOTAL DES RECETTES		4.311,09
EN CAISSE au 1-2-78		7.879,98
		12.191,07

DEPENSES :

Téléphone	131,04
Tenue de compte	5
Editions Polyglottes, facture octobre 77	4.567,08
TOTAL DES DEPENSES	4.703,12
EN CAISSE au 28-2-78	7.487,95
	12.191,07

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

J.-P. Funidori (Tunisie), 100 ; G. Doré (79), 100 ; Mlle Fleuret (43), 100 ; M. Segand (42), 100 ; G. Bailot (61), 100 ; Mme Costentin (94), 120 ; A. Simon (38), 100 ; R. Hagnauer (92), 100 ; Berthomier (26), 100 ; Teilhac (66), 100 ; Mme Guillaume (42), 100 ; Moreau (94), 100 ; Schauz (93), 100 ; Alessandri (06), 100 ; Bardin (69), 100 ; Dangalin et Ben Sid (Suisse et Algérie), 194,20 ; J. Guégain (92), 80.

SOUSCRIPTION

Padros (66), 10 ; Rubak (75017), 50 ; Palix (83), 10 ; Duperray (42), 10 ; Th. Lippe (Belgique), 100 ; Mme Simone Martinet (75014), 200 ; Aubéry : A) 95.60 ; B) 94 ; R. Bureau (21), 130 ; J. Duperray (42) ; A. Faucier (60), 100.

CEUX QUI S'EN VONT

Nous avons appris le décès de notre ami Robert Proix, militant anarcho-syndicaliste et vieil abonné de notre revue dont il fut un collaborateur intermittent.

Correcteur retraité, il continuait par la plume à exprimer les idées qui lui étaient chères, consacrant surtout son activité au mouvement pacifiste. C'est ainsi qu'il publiait régulièrement jusqu'à ces derniers temps dans le journal mensuel de l'Union Pacifiste des chroniques appréciées.

Que sa famille et ses proches trouvent ici l'assurance de notre sympathie en cette pénible circonstance.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.
Autres pays : 6 mois, 40 — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCES :
le lundi de 15 à 17 heures.
les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,
le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071